

Sur le vif



Jean-Charles Nègre,
membre du Comité
exécutif national

Qu'il s'agisse de la composition du gouvernement Villepin-Sarkozy, du refus du chef de l'État de porter au sommet européen du 16 juin le choix de nos concitoyens, où encore des mesures de précarité et d'insécurité renforcées annoncées par le Premier ministre, tout confirme une incompatibilité absolue entre la droite et ce que les électrices et les électeurs ont exprimé le 29 mai dernier. Incompatibilité sur le fond, puisqu'à l'exigence d'une réorientation de la construction européenne en faveur du mieux-disant social, d'un processus d'harmonisation vers le haut des droits et des fiscalités pour contrer le dumping, Jacques Chirac répond que « la France tiendra ses engagements ». Ceux dictés par les marchés financiers et leurs instruments: la Commission, le pacte de stabilité et la Banque centrale.

Incompatibilité confirmée par l'obsession de s'en prendre aux droits des salariés pour étendre les privilèges des puissants en refusant, par exemple, d'admettre qu'il y a un lien entre le chômage massif, la productivité record du travail en France... et la faiblesse des rémunérations qui mine la croissance.

“ Incompatibilité ”

Incompatibilité enfin entre un débat référendaire qui a impliqué personnellement des millions de citoyens et le choix de procéder par ordonnances pour imposer de nouveaux mauvais coups!

Face à tant de mépris, faire respecter la volonté du monde du travail doit devenir l'obsession des hommes, des femmes, des jeunes, des dirigeants politiques, syndicaux, associatifs rassemblés dans le NON, dans le respect de leur diversité. Elle concerne tout autant ceux qui le 29 mai ont fait un autre choix, tout en refusant que le libéralisme soit l'horizon indépassable de la société.

Travailler à un rassemblement élargi de notre peuple et des formations progressistes, sans exclusive, le faire en prolongeant les comportements qui ont permis la victoire du NON, en s'efforçant de toujours mieux répondre au besoin de transformer la politique pour qu'elle soit davantage encore l'affaire de tous, telle est l'ambition des communistes.

Les manifestations du 16 juin prochain, la pétition nationale pour que le verdict populaire soit respecté, les forums en témoignent.

Le journal *l'Humanité*, qui a joué un grand rôle dans la mobilisation pour le NON, peut voir sa fête, sa préparation, ses contenus transformateurs et ses spectacles, partagés par beaucoup de monde et d'organisations les plus diverses. Là aussi il faut voir grand et s'inspirer de ce qu'ont été ces derniers mois d'intense activité politique.

La situation ouverte du lendemain du 29 mai place devant de nouvelles responsabilités. Prenons-les. En étant nous-mêmes, utiles pour forger à gauche une union populaire pour changer la vie. ■

Faire respecter le choix du peuple

Le Conseil national du PCF s'est réuni les 10, 11 et 12 juin. Dans son relevé de décisions (adopté à l'unanimité moins une abstention), il appelle :



- À faire respecter le choix du peuple français en assurant le succès des rassemblements et manifestations qui se tiendront, demain, dans tout le pays à Paris, 18 h 30, à République

- Il lance une pétition - objectif un million de signatures - pour exiger le retrait du Traité constitutionnel et l'arrêt immédiat des mesures programmées à l'agenda de Lisbonne

- Il propose de forger à gauche une union populaire pour changer la vie

Riposte à Villepin / Sarkozy

Les militant-e-s communistes seront présent-e-s dans différents cortèges et rassemblements prévus le 21 juin afin de s'opposer aux mesures antisociales du gouvernement Villepin / Sarkozy et construire une alternative à gauche.

Le rassemblement des antilibéraux

Les 9-10-11 septembre, celles et ceux qui veulent changer la vie en France, en Europe et dans le monde ont rendez-vous à la Fête de l'Humanité.

Dès maintenant, les militant-e-s sont invité-e-s à construire ce formidable rassemblement.

Premier rendez-vous national de la diffusion de la vignette le mercredi 29 juin à partir de 18 h 30 au siège du Conseil national.



Servez-vous

Modèle de tract disponible annonçant les initiatives du 16 juin :

**29 mai, le peuple a pris la parole
IL DOIT ÊTRE ENTENDU**



Le Conseil national met à disposition chaque semaine une aide à la communication de proximité, composée d'un dossier et de plusieurs projets de tracts, maquetés au format bureautique. Ils sont disponibles et téléchargeables sur le site Internet www.pcf.fr.



Conseil national des 10-11-12 juin



Rapport introductif présenté par Marie-George Buffet

Le rôle décisif de l'engagement militant

Cette majorité a été construite par tous les militants et militantes du NON à gauche. Je voudrais ici saluer l'extraordinaire et inlassable travail de terrain de chacune et de chacun, un travail d'argumentation précis et politique. Leur façon, face au piège du "c'est le traité ou le chaos" d'ouvrir la porte à d'autres choix a été décisive. On les a accusés de rêver, ils ont gagné.

Le retour de notre parti au cœur de la vie politique

Chacun, chacune, comprendra que je souligne particulièrement l'engagement des communistes, disponibles et déterminés. Non pas seulement pour rendre hommage à leur mobilisation exceptionnelle et à la qualité de leur apport. Mais aussi parce qu'ils ont joué un rôle décisif reconnu dans le rassemblement qui a permis la victoire. Notre parti a repris place ainsi au cœur de la vie politique de notre pays. En soi, cela constitue un fait politique majeur qui ouvre une brèche dans la bipolarisation et redonne du sens au débat politique. Cela nous confère d'immenses responsabilités.

Chers camarades,
Notre peuple vient de remporter une victoire historique. Mobilisé de manière saisissante, il s'est prononcé massivement contre le traité constitutionnel qu'on voulait lui imposer.

Une grande victoire populaire

Nous venons de connaître un moment exceptionnel de la vie de notre pays, marqué par un débat populaire comme nous

n'en avions pas connu depuis longtemps. Et pourtant, pour passer une fois de plus en force, sans et malgré le peuple, une véritable armada était réunie. Propagande d'Etat, déferlement médiatique, appel à la rescousse de tout ce que l'Europe compte d'éminents dirigeants, experts et notables, culpabilisation de toute opinion contraire, insultes même: tout a été fait pour faire céder les consciences et arracher la décision. Du jamais vu! Mais rien n'y a fait. Les hommes et les femmes de notre pays se sont emparés des enjeux, en ont débattu, se sont forgés leur conviction et ont choisi de rejeter le texte qui leur était soumis en toute connaissance de cause. Ce vote est un vote de liberté.

Cette victoire, elle appartient en propre à notre peuple. Voici vingt ans qu'il cherche des solutions et des issues, voici vingt ans qu'il a le sentiment que fondamentalement les choses ne bougent pas, voici vingt ans qu'il s'interroge sur l'utilité et l'efficacité de la politique. Cette désespérance a parfois conduit des hommes et des femmes dans des impasses, dans des raisonnements inacceptables, dans une mise en retrait à l'égard de la politique. Mais peut-être notre peuple a-t-il senti avec ce référendum que s'il laissait faire, ce sont ses conditions de vie mais aussi sa liberté de choix qui étaient en jeu, alors il a décidé de non seulement se faire entendre mais de s'en mêler. Vous avez comme moi entendu ce retour de la politique sur la place publique. Cet engagement populaire a construit la victoire.

Le sens de cette victoire au cœur des enjeux du débat politique

Le NON l'a emporté nettement, mais tout de suite les tenants du OUI ont voulu dénaturer ce qu'il disait. Notre peuple n'aurait pas répondu à la question posée. Il aurait manifesté une mauvaise humeur, il n'aurait pas compris. Ou pire: il aurait sombré dans la xénophobie. Ils n'ont pas été très fair-play dans la campagne, ils sont aujourd'hui très mauvais perdants.

Mais le sens du vote est clair: il exprime un rejet des politiques libérales menées en Europe et en France, le refus d'une constitution imposant ces politiques pour des décennies, une "camisole libérale". Il a exprimé aussi le refus du "il n'y a pas d'autres choix possibles". C'est un vote de résistance à la mise en concurrence des peuples, des salariés, c'est un vote d'espérance en une autre Europe, une autre politique. C'est un vote porteur d'une exigence démocratique, celle d'être acteurs, actrices de la construction européenne.

Un rejet des logiques libérales qui marque la fin d'un cycle?

Depuis le milieu des années soixante-dix, après une période de progrès sociaux et démocratiques marquée par la Résistance et la Libération, notre pays, tout comme le reste du monde, confronté à la crise systémique du capitalisme, a été marqué par l'utilisation de nouvelles technologies au service de la domination des marchés financiers et il a été balayé par une vague libérale qui a donné ses bases à la mondialisation capitaliste.

La construction européenne, qui aurait pu être source de progrès, a été placée au service de cette nouvelle offensive. Elle a impulsé un remodelage de nos sociétés et provoqué la destruction de pans entiers de notre industrie et de notre agriculture, une régression sociale caractérisée par un chô-

mage de haut niveau, la précarisation, le démantèlement des droits sociaux, des services publics... Elle s'est accompagnée d'une crise de notre système politique avec la tentative d'installation d'un bipartisme stérilisant.

Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix - en France notamment avec le puissant mouvement social de 1995, et dans le monde avec le développement du « mouvement altermondialiste » - monte le rejet des conséquences de cette vague libérale. Mais ce rejet a buté sur l'absence d'alternative provoquant résignation et désespérance.

Dans ce contexte, cette victoire populaire du NON réouvre l'espoir, la possibilité d'enrayer ce cycle libéral.

L'exigence d'une autre construction européenne

On connaît l'attachement de nos compatriotes à l'Europe, ce n'est donc pas là ce qui est en cause, nous n'en sommes plus au débat tel qu'il nous avait été imposé pour Maastricht. Ce NON est coloré d'envie d'une Europe généreuse et solidaire. Et en cela, il porte un cinglant désaveu aux chefs d'Etat et de gouvernement qui ont, dans le consensus, placé l'Europe sous la domination des dogmes de la concurrence libre et non faussée, de la libre circulation des capitaux.

L'événement français n'est pas à séparer d'une dynamique plus vaste en Europe. Les Pays-Bas, autre pays fondateur de l'Union, viennent de rejeter le texte de façon extrêmement nette. Et il faut entendre ce que les peuples allemand, italien, portugais ont exprimé dans les urnes. « La peur a été plus forte que le rêve », a déclaré le président du Parlement européen. Je dirais plutôt que c'est l'espoir qui a été plus fort que le cauchemar.

Il est prévu que le Conseil européen " se saisisse de la ques-

tion " si un ou plusieurs Etats ont " des difficultés " à le faire adopter. Mais nous ne sommes pas dans ce cas de figure quoiqu'en pensent Villepin et Borloo. Pour entrer en vigueur, ce texte devait être ratifié par tous les Etats-membres. Deux pays fondateurs de l'Union ont tout simplement refusé de le ratifier. Le traité établissant une Constitution pour l'Europe ne verra pas le jour. C'est un tournant dans l'histoire de l'Europe qui appelle sa refondation.

Refonder l'Europe

Le statut du traité constitutionnel était de se substituer aux traités existants et de donner ses fondements à l'Union européenne. C'est à ce niveau qu'une nouvelle discussion doit s'engager: une redéfinition des politiques économiques, sociales, environnementales, extérieures de l'Union européenne et de ses institutions. Une discussion qui doit faire droit aux exigences de transformation sociale des peuples et à leur volonté d'intervenir.

Elle ne saurait être laissée aux instances qui viennent d'être désavouées: Conseil européen, Commission ou nouvelle « convention »... Le Parlement européen, seule instance disposant d'une légitimité démocratique, et les parlements nationaux doivent être moteurs et surtout contribuer à créer les conditions d'un réel débat démocratique, dans chaque pays et à l'échelle de l'Union.

C'est la question décisive: créer un cadre, une méthode permettant aux peuples européens et à leurs forces politiques, syndicales, associatives d'être les acteurs, actrices d'une nouvelle construction de l'Europe. Partir des droits des hommes et des femmes qui la composent, donner les réponses institutionnelles, économiques, sociales qu'ils appellent.

C'est ce chantier qu'il faut mener à son terme. Quel sera son



« Ce NON est coloré d'envie d'une Europe généreuse et solidaire. »

aboutissement? Nous savons que la nature même du texte à écrire fait débat. Ne fixons pas a priori la réponse, engageons la discussion.

Dans cette refondation de l'Union européenne, pensons monde. Faisons qu'elle interpelle les institutions internationales - et je veux parler notamment de l'Organisation mondiale du commerce, à la tête de laquelle vient d'être nommé le commissaire européen français qui a mis en œuvre la politique commerciale de l'Union. L'Europe doit peser pour une autre conception des relations entre les peuples. L'Europe devrait notamment, dans les négociations à venir, venir grossir le mouvement anti-AGCS.

Un événement politique majeur dans l'histoire de notre pays

Tournant en Europe, le vote du 29 mai constitue aussi un événement politique majeur dans l'histoire de notre pays. Cette victoire a été possible par une mobilisation militante et citoyenne sans équivalent depuis la campagne de 1981 qui avait permis de chasser la droite au pouvoir depuis plus de vingt ans, et de faire gagner une gauche porteuse d'un immense espoir de changement. La comparaison s'arrête là, de par la nature différente des deux scrutins et des dynamiques historiques à l'œuvre. La victoire de 1981 apparaissait comme une anomalie dans la déferlante libérale sur laquelle elle s'est brisée, tandis que se développe aujourd'hui une contestation planétaire et mondiale du libéralisme. Cependant de nombreux obstacles demeurent pour avancer dans la voie d'un vrai changement. Les potentialités du monde d'aujourd'hui sont stérilisées par la mondialisation capitaliste, la superpuissance des Etats-Unis, la violence des décisions du FMI et de l'OMC, la montée des nationalismes et des intégrismes. Dans notre pays, la situation politique est explosive, marquée notamment par un entêtement et une radicalisation dangereuse de la droite et une absence d'alternative. Mais elle a brusquement mûri, au-delà de ce que nous pouvions imaginer.

L'exigence d'un changement profond de politique en France

La majorité des salariés, des ouvriers, des employés, des chômeurs, des agriculteurs, des jeunes a dit NON. Ce vote, dans sa composition sociologique, est révélateur de souffrances sociales massives. Le vote des professions intermédiaires indique qu'elles-mêmes ne sont pas épargnées, loin s'en faut. C'est un vote des dominés, des exploités contre un système qui les domine, c'est un vote qui traduit la persistance de rapports de classe. Les dominants, cette fois-ci, n'ont pas réussi à imposer leur point de vue. On nous décrit une société marquée par l'éclatement, nous avons une société au bord de l'explosion. L'éclatement, oui, si l'on veut dire la diversité réelle des situations vécues, entre un précaire, un employé de PME, un ouvrier dans une grosse unité de production, un ingénieur en mission temporaire, ou un agent de la fonction publique. Mais en réalité, ce sont des hommes et des femmes qui ont des intérêts et des aspirations communes et que l'on cherche inlassablement à diviser. La force de ce vote est de rappeler cette domination, l'exploitation uniforme qui frappe partout, celle de la loi de l'argent et le besoin de rassemblement. Il appelle un changement profond de politique: une rupture avec les dogmes du libéralisme pour répondre enfin aux attentes populaires. Il appelle l'arrêt de la casse sociale, de la casse démocratique.

Mais ce vote, la droite au pouvoir ne veut et n'importe comment n'est plus en capacité de l'entendre. C'est un pouvoir dangereux. C'est la fuite en avant. Fuite en avant ultra-libérale avec une attaque sans précédent annoncée par Villepin contre le Code du travail. Une attaque dont la violence s'illustre dans les deux ans à l'essai. Une attaque contre la démocratie avec l'appel aux ordonnances. Une attaque contre la dignité humaine avec la politique de sélection en matière d'immigration. Une attaque qui vise aussi les femmes avec la suppression de la délégation aux droits des femmes. En soi, ce gouvernement est une provocation. Face au désaveu, la droite a choisi d'utiliser la force. Elle renforce l'Etat-UMP avec, jamais vu dans la République, un ministre de l'Intérieur président du parti au pouvoir.

Il aurait été plus que sage, après ce résultat, de rendre la parole à notre peuple afin qu'il décide, après sa mobilisation référendaire, de l'avenir. La droite a décidé de poursuivre sa politique de régression, alors que cela fait trois fois qu'elle est désavouée dans les urnes, tout en étant au quotidien dans la rue. Nous allons au-devant d'une grave crise pour la démocratie, si elle devait continuer à gouverner contre le peuple. Et il faut se tenir prêt à toute éventualité, car nul ne peut prévoir dans quelle situation sera le pouvoir en place d'ici quelques mois, peut-être d'ici cent jours. Rarement nous avons connu une telle rupture entre le peuple et ceux qui le gouvernent.

L'accélération et l'approfondissement du débat politique à gauche

Mais peut-être que la solution réside dans l'accélération et l'approfondissement du débat politique à gauche. Nous y avons travaillé dès le lendemain du 21 avril 2002. Il a connu, pendant cette campagne, une formidable accélération.

À travers le projet de traité constitutionnel, la question était là: se résigner à ce compromis libéral ou dire non pour laisser ouverte la porte du changement? Après de longs mois de débats, le peuple de gauche s'est prononcé. De façon majoritaire, il a dit ce qu'il attendait de la gauche: qu'elle soit courageuse, qu'elle affronte les puissances d'argent depuis le grand capital jusqu'à la Banque centrale européenne, qu'elle porte l'espoir d'une Europe, d'un monde différent, plus juste, plus solidaire, plus humain. Ce vote est un appel à rassembler nos espoirs.

Pour cela, parce que le temps presse, je voudrais dès aujourd'hui inviter toute la gauche à pousser le débat.

Quand le Parti socialiste fermera-t-il enfin la « parenthèse » ouverte en 1983?

Le week-end dernier, la direction du Parti socialiste a confirmé son choix en opposition avec la majorité des électeurs de gauche. En sanctionnant ceux de ses dirigeants qui avaient porté dans la campagne les espoirs du NON, elle a signifié que le vote du 29 mai n'aurait pas d'incidence sur son positionnement.

Elle a décidé d'un Congrès extraordinaire. Ce congrès répondra-t-il aux questions posées par des hommes et femmes de gauche? Le Parti socialiste va-t-il se décider à remettre en question le virage qu'a constitué en 1983 l'ouverture d'une supposée parenthèse qui n'a jamais été refermée? Va-t-il admettre que c'est le refus de rompre avec les logiques libérales, avec ce que d'aucuns appellent le social-libéralisme qui a provoqué les échecs successifs et de plus en plus violents de la gauche en 1986, 1993 et 2002? Va-t-il entendre que la gauche est appelée par le peuple à inventer les réponses à gauche qu'appellent la mondialisation capitaliste et le libéralisme? Va-t-il se saisir des possibilités ainsi ouvertes de changer vraiment le cours des choses?

Toutes les forces à gauche sont saisies de questions stratégiques profondes. Les Verts, les Radicaux de gauche, la LCR devront également en débattre. Ce débat est exigeant mais nécessaire. Nous voulons, pour notre part, qu'il se poursuive, et nous avons vu que lorsque le peuple s'en mêle, tout peut changer.

L'espoir naissant à gauche d'une alternative au libéralisme

Disant cela, je ne prétends évidemment pas que notre parti aurait toutes les réponses: j'affirme au contraire que la seule façon de répondre aux attentes de notre peuple est que la gauche, toute la gauche se rassemble, dans un débat exigeant et sans tabous, pour construire ensemble l'alternative politique nécessaire.

C'est d'autant plus urgent qu'à gauche, l'espoir d'une alternative aux politiques libérales a rencontré, le 29 mai, des résonances nouvelles. Nous avons œuvré inlassablement au rassemblement des hommes et des femmes de gauche pour conforter la dynamique populaire. Et je veux ici saluer le



rôle important de *l'Humanité*, seul quotidien national à porter le NON, qui a non seulement alimenté le débat en informations et en analyses, mais qui a également œuvré à rendre visible ce rassemblement en donnant la parole à ces hommes et ces femmes avec qui nous avons mené bataille. À commencer par les responsables politiques ou les personnalités que sont Jean-Luc Mélenchon, Francine Bavay, Henri Emmanuelli, Laurent Fabius, Olivier Besancenot, Georges Sarre, Christine Taubira, Emile Zuccarelli, Claire Villiers, José Bové, Danielle Mitterrand et bien d'autres. Des hommes et des femmes de gauche de toutes les sensibilités ont choisi et veulent pour la gauche une autre voie que celle qui fut la sienne ces dernières années. Nous avons fait l'expérience que, dans le respect de nos différences, nous pouvions nous rassembler sur des contenus d'un haut niveau politique. Cette capacité de rassemblement a créé beaucoup d'enthousiasme et d'espoir. Même si rien n'est joué, il ne faut pas perdre ce bien précieux et surtout le faire fructifier avec toute la gauche à l'avenir.

L'engagement d'une partie importante du mouvement syndical et associatif

J'ajoute que, durant cette campagne, la question des rapports entre mouvement syndical, mouvement social et politique a été posée avec acuité. Les prises de positions franchement critiques à l'égard du texte de nombreuses organisations syndicales comme la CGT, la FSU, SUD, la Confédération paysanne, le Modef... mais aussi les associations ont fortement marqué le débat d'exigences sociales et de propositions pour une autre Europe. L'engagement d'organisations comme Attac, la Fondation Copernic a joué un rôle marquant.

La montée de mouvements revendicatifs, les journées d'action syndicales du début d'année, notamment sur les salaires et l'emploi, les manifestations sur les services publics, les actions des agriculteurs, ont contribué à rendre visibles les préoccupations sociales fortes du moment. Le débat féministe sur les droits des femmes, la ténacité des lycéens et des lycéennes, la mobilisation des immigrés pour leurs droits... Tout cela a permis d'établir un lien entre ces réalités vécues et les perspectives tracées par le traité.

L'actualité européenne, avec la directive Bolkestein, notamment, a interpellé les salariés très directement, et donc leurs organisations.

Des syndicalistes se sont engagés avec force dans la bataille. Le résultat et notamment la clarté du vote des salariés est une donnée nouvelle qui aura d'importantes conséquences et constitue un atout dans les batailles à venir.



« L'engagement d'une partie importante du mouvement syndical et associatif. »

La question d'une VI^e République

En somme, le 29 mai apparaît comme ouvrant une nouvelle saison. Il comporte une forte dimension institutionnelle et démocratique. Car l'une des leçons du scrutin est le décalage massif entre notre peuple et ses représentants. Chacun admet que si la voie parlementaire avait été adoptée, le résultat aurait été absolument contraire à la décision du peuple. Le débat que nous venons de vivre a montré les



potentialités du débat démocratique, et le besoin de saisir en permanence les hommes et les femmes des grands choix qui les concernent. La crise de nos institutions, latente depuis longtemps déjà, prend un tour nouveau et une profondeur accrue. La question d'une VI^e République doit nécessairement être posée.

Tout appelle à ce que s'ouvre également un grand débat sur la place des médias dans la vie démocratique. La pétition lancée par des journalistes eux-mêmes va dans ce sens.

Chers camarades,

La victoire du NON est un événement historique marquant.

Elle résonne de par le monde qui s'étonne, veut comprendre, espère. Elle met la construction européenne en question et fait sauter des verrous dans toute l'Europe, où le débat s'aiguise, et où des voix s'élèvent pour appeler à bâtir une autre Europe. Dans notre pays, la vie politique en est bousculée. Nous sommes au-delà de la crise politique dans une crise de société. L'ampleur des questions posées place notre peuple à un carrefour de son histoire. Il nous faut tirer toutes les leçons de ce résultat et de la bataille qui l'a précédé, de la situation nouvelle créée pour notre parti, des leçons à en tirer.

La place et l'apport de notre parti dans la campagne. Les leçons à en tirer

Dans cette bataille, notre parti est apparu comme une force solide, ouverte, rassembleuse. Nous l'avons engagée, dès septembre 2003, en révélant la partie III du Traité; nous l'avons accentuée en mettant la constitution européenne au cœur de la campagne des élections européennes de juin 2004 et nous l'avons poursuivie avec intensité jusqu'au 29 mai 2005. Mobilisés pour informer, alerter, ouvrir des perspectives portant des propositions et des idées mettant à disposition les moyens de leur parti au service de la victoire; engagés dans des collectifs pour le NON et l'appel des 200, les communistes ont, partout en France, agi à l'unisson. Nous n'avons pas été seuls dans cette bataille, loin s'en faut et ce fut une chance, mais nous avons occupé une place importante et singulière. Quel a été notre apport à la victoire du NON? Et quels enseignements nous faut-il en tirer pour la suite?

Affirmer clairement le niveau de l'ambition possible

D'abord, il n'y a pas de mobilisation sans espoir. L'un de nos apports à la victoire et l'une des conditions de la dynamique qui s'est développée, ont été incontestablement d'avoir diagnostiqué la possibilité de gagner, et d'en avoir dès le début affirmé l'objectif. C'est une leçon capitale, qui nous oblige pour aujourd'hui à nous poser à nouveau la question de l'ambition de nos objectifs.

De fait, le vote massif du monde du travail et du peuple de gauche pour le NON constitue un rassemblement populaire majoritaire, mais il serait erroné de prétendre qu'il rendrait automatiquement possible un rassemblement majoritaire pour une alternative à gauche. Il serait tout à fait naïf de paraître ignorer la diversité des positions de celles et ceux qui, à gauche, ont rendu possible la victoire du NON, ainsi que celles et ceux qui, à gauche, ont choisi le OUI. Mais il s'agit d'un appel sans précédent à ce que la gauche, toute la gauche, se rassemble sur un programme politique rompant avec le libéralisme. Il élève, d'une façon que nous ne pouvions même pas prévoir voici quelques mois, le niveau du possible.

Proposer dès aujourd'hui l'objectif de forger à gauche une « union populaire » pour changer nos vies

Il ne s'agit donc pas de témoigner pour l'avenir. Ce que nous devons viser concrètement, c'est, dès maintenant, la constitution d'un rassemblement populaire majoritaire ouvrant une véritable alternative politique à gauche; un rassemblement capable de s'opposer immédiatement aux projets de la droite et du Medef; un rassemblement capable, dès les prochaines échéances électorales, d'emporter la victoire sur des bases antilibérales et d'ouvrir une nouvelle page politique.

Cet objectif est plus ambitieux encore que la victoire du NON. Il s'agit de forger à gauche une " union populaire pour changer nos vies ". C'est-à-dire: une gauche rassemblée avec son peuple sur un projet audacieux. Un projet élaboré dans une démarche populaire et citoyenne.

La question des contenus

La deuxième dimension de notre apport, c'est une connaissance et une analyse des enjeux européens. L'option libérale qui réduit en miettes les droits des salariés et des individus, qui exacerbe la concurrence entre les hommes et les femmes, qui laisse un petit nombre décider en fonction de ses intérêts, est apparue ainsi clairement comme ravageuse et inacceptable. C'est le système capitaliste lui-même avec



« L'expérience montre que le niveau des idées que nous défendons n'est pas un obstacle, mais un atout pour le rassemblement. »

sa doctrine politique du moment qui a été montré du doigt. Nos arguments, ceux de Francis Wurtz - dont l'apport dans la campagne fut essentiel - ont été repris par nos partenaires, ciblés par nos adversaires. Notre perception du texte lui-même, de la trajectoire de l'Union européenne, de sa réalité actuelle, de ses projets à venir ont permis de nourrir le débat, de donner à voir et à comprendre de la réalité des choses. *L'Humanité*, mais aussi *Économie&Politique* et *Regards* en ont été des acteurs.

Nous avons travaillé à ce que le NON soit un NON d'espoir, qui ouvre sur un autre avenir, sur d'autres possibles. À la mise en concurrence, nous avons opposé le partage et la coopération; au nivellement par le bas la nécessité de progrès social et d'harmonisation par le haut; à la marchandisation généralisée, le développement des services et entreprises publics, celui des dépenses publiques utiles; au règne de la finance, l'exigence d'une BCE sous contrôle démocratique visant une politique monétaire et de crédit génératrice d'emplois, de qualifications et de croissance nouvelle; à la soumission à l'OTAN, la définition d'une politique étrangère solidaire et pacifiste.

Ainsi, nous avons porté des propositions communistes qui ont été enrichies encore dans cette campagne. Dans les travaux collectifs amorcés, elles ont beaucoup compté. L'espoir s'est nourri ainsi de propositions concrètes montrant le chemin possible d'une autre Europe. Là aussi, il s'agit d'une des leçons essentielles que nous devons retenir. Ouvrir une alternative politique exige que notre peuple puisse se saisir des contenus concrets qui la définissent, et participe directement à l'élaboration du programme politique.

De ce point de vue, l'expérience que nous venons de faire montre que le niveau des idées que nous défendons n'est pas un obstacle, mais un atout pour le rassemblement. Et notre clarté de positionnement politique a été un ferment pour la qualité du dialogue. Travailler avec d'autres, élaborer ensemble des propositions qui nous rassemblent demande que nous soyons nous-mêmes.

Être nous-mêmes pour mieux rassembler: un tel objectif ne peut être atteint sans développer et approfondir notre propre projet communiste. Notre dernier congrès nous a donné mandat de poursuivre et d'accélérer un travail de fond sur le communisme lui-même, pour contribuer à l'émergence d'une conception moderne de l'émancipation humaine.

Ce sont d'immenses questions que nous devons prendre à bras-le-corps: comment produire et partager les richesses dont l'humanité a besoin? quelle conception et quels partages des pouvoirs pour permettre à chaque être humain, à chaque peuple, à l'humanité elle-même de maîtriser son des-

tin? comment faire reculer dans tous les domaines de la vie sociale les processus de domination, exploitation, discrimination, aliénation? comment sécuriser l'emploi et la formation? comment permettre à tous les peuples du monde de mettre en commun leurs atouts pour vivre ensemble en paix et préserver notre planète pour les générations futures?

Partout, en France et dans le monde, des femmes et des hommes, des forces se posent à nouveau ces questions et cherchent leurs réponses. Pourquoi ne prendrions-nous pas l'initiative, en lien s'ils le souhaitent avec Espaces-Marx, le réseau européen « Transform », la Fondation Gabriel Péri, l'OMOS, nos revues, et d'autres encore, d'organiser dès la fin de cette année une grande rencontre internationale pour ouvrir le chantier du communisme du 21^e siècle?

Aller vers la co-élaboration populaire d'un véritable programme politique de transformation sociale

Dans le même temps, nous devons, en nous appuyant sur tout ce qui a bougé dans les consciences, à partir de la vie, des besoins et des aspirations des hommes et des femmes contribuer à concrétiser l'alternative.

Les idées et propositions que nous avons rendues publiques au début de l'année avec nos « 27 objectifs pour un programme politique résolument à gauche » sont une première contribution. Elles ont été adressées à toutes les organisations progressistes, nous voulons les présenter aux forces syndicales. Tout doit être mis en débat pour contribuer à la co-élaboration populaire d'un véritable programme politique de transformation sociale. Nous voulons permettre à notre peuple d'intervenir, de bâtir lui-même un programme de progrès qui réponde aux attentes et aux aspirations. C'est ainsi, en nous basant sur les contenus que nous pourrions être utiles à une dynamique populaire, au rassemblement. C'est ainsi, en offrant à notre peuple des voies pour concrétiser ses espoirs, que nous ferons reculer vraiment les populismes et les thèses haineuses de l'extrême-droite.

Notre démarche de rassemblement de toute la gauche

La victoire du NON doit évidemment beaucoup au large rassemblement dont nous avons été des acteurs.

Dès le début, nous avons appelé toutes celles et tous ceux, femmes et hommes, militant-e-s et organisations de gauche qui entendaient défendre ensemble un NON européen, généreux et solidaire, à se rassembler pour gagner. Nous avons œuvré à rassembler toute la gauche sur cet objectif. Nous avons repoussé toutes les tentatives qui voulaient nous pousser à fermer la porte aux uns ou aux autres. Nous nous sommes toujours positionnés à partir du contenu et, sur ces bases, nous avons agi. C'est pourquoi nous avons été partie prenante de toutes les initiatives qui se sont constituées selon ce principe. Et nous avons systématiquement



« La victoire du NON doit évidemment beaucoup au large rassemblement dont nous avons été des acteurs. »

ouvert nos propres initiatives, sans aucune exclusive à gauche. Ce « tous ensemble » que nous avons contribué à bâtir a été scandé dans tous les meetings.

Nous nous sommes attachés sans relâche à ce que cette démarche conserve son caractère populaire. Nous avons refusé là aussi, d'où qu'elles viennent, les propositions visant à nous enfermer dans tel ou tel cartel d'organisations ou de leaders politiques. De bout en bout, nous avons fait porter notre effort sur la mobilisation populaire, sur la possibilité donnée à toutes les femmes et tous les hommes qui le souhaitent, organisés ou non, de s'approprier la démarche et de devenir directement, dans les réunions et les débats, dans les collectifs, acteurs de la bataille politique.

Cette démarche a été une clef du succès. Et reconnue comme telle. Tous les acteurs de cette campagne exaltante soulignent non seulement le rôle militant et idéologique décisif qui a été le nôtre, mais aussi la capacité de rassemblement que nous avons manifestée. Certains actes l'ont symbolisé avec beaucoup de force, comme le partage de notre temps de parole officiel et l'ouverture de nos estrades.

Poursuivre le mouvement amorcé

J'ai lu récemment dans la presse l'idée que nous faisons un « grand écart ». Je veux là-dessus faire une petite mise au

point, pour nous d'évidence. Qui peut penser un seul instant qu'il faudrait agir en considérant l'état des choses comme immuable? Les dynamiques populaires font bouger les choses. Il nous faudrait "choisir un camp"? Eh bien non ! Nous continuerons à travailler au rassemblement le plus large possible de la gauche sur une alternative de changement réel. Et je constate que ce projet a déjà porté du fruit, et que des hommes et des femmes de gauche, des organisations, divers et en nombre croissant, essayent de converger sur ces bases audacieuses. Ce mouvement n'est pas achevé, il s'engage. Il se poursuivra à la condition de tenir le cap de cette démarche. Chacune, chacun, homme, femme, organisation doit pouvoir en permanence apporter ses idées et ses propositions. Le monde du travail et de la création, les forces vives de notre peuple qui ont joué un rôle décisif dans la victoire ne sont pas une force de pression ou un réservoir de voix: ce sont les acteurs déterminants d'un processus qui doit permettre de construire un projet conforme aux attentes populaires; et c'est de leur intervention active, porteuse de cet espoir, que seul peut naître la dynamique qui permettra de l'emporter. Pour rassembler, il faut se préoccuper de sens et de contenu, il faut se préoccuper de construire du commun. Un commun qui doit être ambitieux.

Chers camarades,

Je veux souligner ces trois dimensions indispensables à une



démarche politique qui veut restaurer la dynamique de l'espoir: partager les constats sur la réalité vécue et l'analyse des causes, développer des solutions aux problèmes posés, proposer un chemin collectif crédible pour rassembler.

Cette expérience est riche et précieuse. Pensions-nous, en décidant de nos orientations lors de notre dernier congrès, que les changements politiques auxquels nous voulions travailler se dessineraient si vite? Attention, rien n'est joué, évidemment. Nous savons bien que tout ne dépend pas de nous. Certaines forces politiques peuvent tourner le dos, pour aujourd'hui, à cette ambition nécessaire. Mais quoiqu'il arrive, notre objectif doit être de créer un rassemblement d'une telle diversité et d'une telle ampleur qu'il change radicalement la donne politique dans notre pays. Cette campagne, cette victoire de notre peuple sont un encouragement considérable sur notre route. Soyons au niveau des attentes.

Nos objectifs dans la période qui s'ouvre

Aussi, dans la période qui s'ouvre, nous devons ensemble nous fixer quelques grands axes de travail, et quelques objectifs.

Faire respecter les choix du peuple français

Tout d'abord, nous devons tout faire pour que le vote des Françaises et des Français soit respecté et mis en œuvre.



« Nous devons tout faire pour que le vote des Françaises et des Français soit respecté et mis en œuvre. »

Les 16 et 17 juin prochains se tiendra un Conseil européen. Le 16 vont se tenir dans chaque département et place de la République à Paris de grandes initiatives unitaires pour manifester cette idée simple: Monsieur le Président, respectez le mandat populaire, retrait du traité, négociation. Les Verts ont décidé d'appeler, avec leurs propres motivations, à ces initiatives, signe que le mouvement à gauche se poursuit. Cela signifie également l'arrêt immédiat des mesures programmées à l'agenda de Lisbonne pour 2005-2010. Le fiasco de la première phase de mise en œuvre a été constaté par la Commission elle-même qui en tire comme leçon: poursuivons. C'est inacceptable. C'est le sens de la pétition lancée afin que soient abandonnées toutes ces directives libérales. L'objectif: obtenir un million de signatures. Un clin d'œil à feu le traité et son droit de pétition!

Nous proposons en ce moment à tous les parlementaires de gauche qui ont soutenu campagne du NON de s'adresser ensemble au Président de la République pour qu'il respecte la volonté populaire et retire du traité la signature de la France. Enfin, il me semble indispensable de prendre une initiative pour interpeller le gouvernement et les autorités européennes sur l'exigence immédiate d'un changement radical de la politique monétaire de la Banque centrale européenne afin de favoriser l'emploi et la formation.

Je le redis aujourd'hui: ces exigences sont celles du peuple français. Nos gouvernants doivent s'y soumettre ou se démettre.

Construire la perspective d'une autre Europe

À l'échelle européenne, les forces qui, d'une manière ou d'une autre, contestent le libéralisme sont très diverses et leurs propositions le sont tout autant. Peut-on imaginer une

convergence autour d'exigences partagées? Nous sommes partie prenante, avec l'« Appel des Européen-e-s en solidarité avec le NON français » et le groupe GUE-NGL au Parlement européen, d'une première conférence de travail européenne, ouverte à des représentants de forces politiques, syndicales, associatives, de mouvements sociaux de tous les pays européens, qui se tiendra les 24 et 25 juin à Paris, au siège de notre parti. Il s'agira d'un premier échange sur la période qui s'ouvre, le cadre à construire pour permettre concrètement un vaste débat démocratique, les objectifs immédiats et les grands axes d'une transformation de l'Europe. La réunion du PGE de lundi dernier a été saisie de cette proposition.

Organiser la contre-offensive au gouvernement Villepin-Sarkozy

En France, organisons la contre-offensive au gouvernement Villepin-Sarkozy qui est déjà illégitime. Pour cela, il faudra être au service des luttes sociales et développer une action politique déterminée. Je vous propose six grands objectifs. Débattons-en.

Face à une droite qui ne pense que réduction des charges patronales et flexibilité, un Grenelle des salaires, de l'emploi et des qualifications est aujourd'hui plus indispensable encore qu'hier.

Face à une droite qui dérègle la préservation du Code du travail, la promotion de nouveaux pouvoirs et de nouveaux droits pour les salariés doivent faire l'objet d'une grande mobilisation.

Face à une droite qui ne pense que privatisation, on le voit avec l'ouverture du capital de GDF, le bradage de France Télécom et du secteur autoroutier, la défense des services et entreprises publics nécessite de déployer de nouvelles initiatives pour des services publics étendus et démocratisés. Citons au passage la nécessaire articulation entre l'activité du Parti et celle des élus afin de contrecarrer les pressions du pouvoir.



« La défense des services et entreprises publics nécessite de déployer de nouvelles initiatives pour des services publics étendus et démocratisés. »

Pour ne prendre qu'un exemple, je citerai celui des transports où la libéralisation, région par région, est au programme.

Face à une droite qui encourage les marchés financiers et généralise la précarité, nous devons contre-attaquer pour sécuriser l'emploi et la formation avec les salariés, les précaires, les chômeurs, avec tous ceux qui sont confrontés aux restructurations et délocalisations.

Face à une droite qui menace les immigrés, nous devons amplifier notre mobilisation pour le droit de vote des résidents étrangers et, avec notre campagne "Faisons tomber les murs", avancer sur la lutte contre les discriminations.

Face à une droite qui utilise les ordonnances, nous pourrions développer un axe de bataille sur la démocratie et les institutions. Il nous faut, à partir du travail que nous avons réalisé sur le projet d'une République démocratique moderne, prendre sur ce terrain des initiatives politiques très ambitieuses.

Nous avons là matière à de multiples actions.

Poursuivre et amplifier notre démarche de rassemblement

Depuis le 29 mai se tiennent partout des réunions publiques largement ouvertes, pour ma part j'aime parler d'assemblées communales, à notre initiative ou à l'initiative des collectifs. Elles font le plein. Il y a beaucoup d'hommes et de femmes motivés pour amplifier le mouvement, faire valoir le résultat du référendum, en tirer ensemble les leçons politiques et envisager l'avenir.

À cette occasion, nous pourrions proposer à tous ceux et celles qui le veulent, de nous retrouver pour se poser ensemble la question de l'alternative politique, pour élaborer un programme pour la gauche. Si les participants définissent d'autres objectifs n'intégrant pas cette proposition, il sera de notre responsabilité d'organiser des forums ouverts comme nous avons déjà su le faire.

Soyons au niveau des attentes: "On a gagné, on continue, tous ensemble" et soyons attentifs à toujours élargir ce "tous ensemble". Tournons-nous vers ces hommes et ces femmes de gauche qui ont voté OUI car ils pensaient qu'il n'était pas possible d'ouvrir la porte à d'autres choix. Adressons-nous sans aucune exclusive à toutes les forces de gauche, syndicales et associatives, au plan local comme au plan national.

Nous-mêmes, participons évidemment à toutes les initiatives qui permettent ce type de débat. Les collectifs du NON se sont créés dans de nombreux endroits. Il s'y manifeste souvent une formidable envie de poursuivre tous ensemble. Naturellement, nous en sommes!

En toutes circonstances, soyons nous-mêmes, assumons notre place, notre rôle de parti politique, portons clairement nos idées, nos propositions, notre démarche. Nous avons acté la décision de rassembler des délégués des forums en novembre prochain. Au regard du cours des choses, il nous faudra mettre cette initiative au service de la dynamique populaire à sa hauteur.

Dès la rentrée, la Fête de l'Humanité pour "faire le monde



ensemble " peut et doit être un moment très fort, une étape de ce rassemblement. Rendez-vous festif, populaire, politique, elle permettra de remettre au centre du débat à gauche, avec toutes les forces politiques, syndicales, associatives et citoyennes qui le souhaiteront, les aspirations exprimées le 29 mai sur le devant de la scène. Faisons-en un grand moment au service de tous ceux et celles qui veulent construire une alternative en Europe et en France. Elle sera aussi, je crois, un rendez-vous important contre les mauvais coups de la droite et son mépris de la volonté du peuple. Si mes calculs sont bons, les cent jours du gouvernement Villepin nous emmènent dans ces dates-là. La Fête pourra lui dresser son bilan. Ce sera enfin l'occasion de porter haut les couleurs de *l'Humanité*, seul quotidien à avoir donné écho aux aspirations populaires dans cette campagne, afin d'augmenter le nombre de ses lectrices et de ses lecteurs.

Donner à notre parti une grande ambition de reconquête

Enfin, il nous faut travailler à renforcer ce nouveau souffle qui habite notre parti. Un parti que nous voulons profondément utile à notre peuple, constructif et audacieux. Nous avons enregistré de nombreuses adhésions durant ces quelques mois. Il est essentiel de travailler, avec ces nouvelles et nouveaux adhérents, à leur place, leur apport dans notre organisation. Mais allons aussi de façon volontaire à la rencontre de celles et ceux avec qui nous avons travaillé, de celles et ceux qui, le 29 mai, ont repris espoir en la politique, ceux et celles avec qui nous avons renoué dès lors dans les quartiers, les entreprises. Les quatre jours de mobilisation pour

l'adhésion, du 23 au 26 juin, devraient nous y aider. Quatre jours où militants, responsables, élus, nous allons tous nous mobiliser dans des journées publiques, populaires.

Dans cet effort, nous devons attacher la plus grande importance à la reconquête de notre implantation dans les entreprises et les quartiers populaires. Nous avons bien perçu, durant la campagne, combien le travail militant que nous avons fait pour y être présent avait joué un rôle décisif: c'est bien le vote populaire, celui du monde du travail qui a permis la victoire. Faisons-en, sous toutes les formes appropriées, un axe essentiel de notre activité d'organisation.

Ne faut-il pas, lors de la Fête de l'Humanité, organiser un grand rendez-vous de militantes et de militants des entreprises qui déterminerait notre ambition pour les mois à venir et le suivi de l'effort nécessaire.

Nombreux sont également celles et ceux qui sans souhaiter adhérer veulent travailler avec nous durablement. Nous devons intégrer cette donnée nouvelle. Ils pourront le faire bien évidemment, par le biais des forums ou dans d'autres initiatives. Mais ne faut-il pas leur proposer davantage? C'est ce



« Nous devons attacher la plus grande importance à la reconquête de notre implantation dans les entreprises et les quartiers populaires. »

que nous avons engagé avec l'Atelier. Trouvons les espaces, dans les fédérations qui ont souvent ces derniers mois été les lieux de rendez-vous des militants du NON, mais pourquoi pas également des sections qui le souhaitent, permettant à ces femmes et ces hommes de trouver avec les communistes des lieux de débat, d'échanges, d'initiatives et d'actions.

Enfin, dans la perspective du débat riche et enthousiasmant qui nous attend à propos du programme pour la gauche et du projet communiste, il nous faut nationalement et localement, à commencer par les commissions de travail, associer à nos propres travaux toutes les compétences et les énergies disponibles. Nombreux sont ceux et celles qui sont prêts à venir confronter leurs idées pour les rendre utiles.

Prévu de façon statutaire en mars prochain, notre congrès viendra à point nommé comme une étape vers les échéances prévues en 2007. Nous devons commencer à prévoir son organisation. La réforme de nos statuts, la définition de nos orientations politiques en vue des batailles annoncées, la désignation de notre candidat ou de notre candidate à l'élection présidentielle...: il y a du pain sur la planche. Nous aurons à bien préparer cet événement, en intégrant le chemin parcouru depuis le congrès précédent, et nos nouvelles ambitions. Il peut marquer un nouveau bond qualitatif pour le combat communiste.

Chers camarades,

Voici les éléments que je voulais vous présenter pour introduire le débat. Ils sont bien sûr loin de couvrir toute la richesse des événements que nous venons de vivre. Le paysage politique va certainement encore bouger. Personne ne peut dire aujourd'hui la portée de l'onde de choc que le NON de notre peuple a provoqué en Europe et en France. Pour notre part, soyons en alerte, mobilisés, ouverts. Portons au quotidien la résistance à la droite et au Medef. Enracinons nos propositions, un projet d'émancipation humaine dans les luttes et les débats.

Soyons ambitieux pour la gauche, faisons en sorte qu'elle se rassemble sur une véritable alternative. " Fiers d'être à gauche " est le slogan d'une de nos affiches pour l'adhésion, c'est un beau mot d'ordre. ■

La discussion

Gilles Garnier - Seine-Saint-Denis
Souvenons-nous de notre scepticisme après le 21 avril. Le NON de gauche était porté par la soif d'une Europe sociale et démocratique. J'ai douté de notre capacité à « révolutionner la gauche et bouger les lignes ». Je suis heureux de m'être trompé. Le résultat du 29 mai vient de notre stratégie et de notre pratique. Nous devons continuer sur cette même voie sans nous renier, avec un PC ni guide, ni aiguillon mais « révélateur » « liant » de celles et ceux qui souhaitent une alternative antilibérale en France et en Europe. Ne pas décevoir car la confiance retrouvée dans les quartiers et entreprises est fragile et n'oublions jamais que nous payons toujours plus cher que d'autres nos erreurs et nos renoncements.

Jean-Claude Danglot - Pas-de-Calais
Lors du référendum sur Maastricht nous avons mené le combat pour le NON de gauche qui déjà s'était imposé dans les terres de gauche. Au 29^e Congrès, nous avons levé le préalable à Maastricht pour notre participation gouvernementale. On connaît la suite. Placé devant de nouvelles responsabilités, allons-nous cette fois gérer le NON de gauche. F. Hollande vient de subir deux échecs, sur la Constitution et sur sa stratégie de recentrage du PS. Notre rôle n'est pas d'aider le PS à se refaire une santé et une virginité. N'allons pas reproduire les mêmes erreurs pour aboutir au même échec. Seule l'autonomie politique

du PCF dans une stratégie d'union populaire dans les luttes peut offrir un débouché au 29 mai.

Malika Zédiri - Val-de-Marne
Je me félicite de la campagne menée par le PCF et de toutes les rencontres qui ont permis la dynamique dont les citoyens se sont emparés. Ce vote est un vote d'espoir qui révèle le niveau d'insécurité sociale en France, en Europe et dans le monde. Nous avons un problème de culture, de pratiques. J'ai peur du nombre insuffisant de camarades sur les grandes et petites questions du quotidien. Une question s'impose: faire avec la gauche institutionnelle, associative et citoyenne. Il ne s'agit pas de se fondre mais de participer à écrire à plusieurs mains une perspective: pour l'Europe, la France et chacune et chacun d'entre nous.

Pascal Savoldelli - Val-de-Marne
Les débats entre citoyens ont été d'une grande richesse et d'une intelligence au bénéfice de la démocratie. Ils ont sanctionné les politiques libérales. Une crise persiste, celle entre « le peuple » et la « décision ». C'est pourquoi il convient de prolonger l'initiative unitaire pour faire respecter la décision du peuple - en n'excluant personne; de rassembler le peuple pour la construction d'une alternative - ni pôle de radicalité, ni « remake » de l'union des forces de gauche -; de mettre au cœur nos propositions et notre projet politique. Ces orientations peuvent

renforcer l'ancrage communiste et aider à se libérer de la spirale infernale de l'alternance et du retour d'une droite plus dure encore.

Jean-Louis Le Moing - Loir-et-Cher
Les citoyens interviennent lorsqu'ils ont la certitude que leurs actes porteront... Besoin d'une nouvelle façon de faire de la politique. Le 29 mai: élément fondateur d'un processus visant à placer la construction européenne sous le contrôle des peuples. Face à la fuite en avant de la droite, notre responsabilité pour favoriser le développement des luttes. Des réponses d'un haut niveau de transformation peuvent devenir majoritaires. Pour gagner, ces réponses ont besoin de l'apport communiste. Les contours du rassemblement ne se limitent pas ou ne recourent pas seulement ceux qui ont permis la victoire du NON. Transformer une dynamique antilibérale en projet de transformation porté par une majorité de notre peuple.

Jacky Héning - Pas-de-Calais
Merci à tous les militants communistes qui se sont investis avec force dans cette campagne victorieuse. La dynamique communiste a été efficace. Ne la laissons pas se diluer dans la recherche d'alliances non consenties et illusives, qui lui ferait perdre l'efficacité retrouvée.

Olivier Dartigolles - Pyr.-Atlantiques
De quel parti a-t-on besoin pour aiguiser la bataille idéologique, pour une alternative à gauche et nourrir l'irruption citoyenne jusqu'aux institutions? Ce que révèle la victoire populaire du 29 mai

nous encourage à poursuivre, dans des conditions nouvelles, le processus engagé. On nous disait « mort », les mêmes aujourd'hui évoquent « notre retour ». Les communistes n'ont pas ménagé leurs efforts. A partir de nos axes de campagne, ils ont accompli un énorme travail, reconnu et apprécié. Ni « parti d'avant-garde », ce qui ne nous exonère pas d'avancer des propositions, ni « parti pour des accords de sommet », le parti de la campagne référendaire était à ciel ouvert, combatif et rassembleur.

Daniel Paul - Seine-Maritime
Le 29 mai marque une date historique. Le peuple a gagné, avec un rejet massif, en rassemblant, autour de la classe ouvrière, l'ensemble du monde du travail. Ne pas surestimer, mais surtout ne pas sous-estimer cette nouvelle situation. Les libéraux ne sont pas démunis: on le voit avec le programme du nouveau gouvernement et la poursuite des mauvais coups. Nous devons poursuivre le rassemblement antilibéral qui s'est construit dans la bataille du non et développer nos propositions en étant dans les luttes. C'est en tenant les deux bouts que nous serons pleinement nous-mêmes.

Françoise Fiter - Pyr.-Orientales
Climat nouveau de re-polarisation malgré la propagande d'Etat. Ce vote exprime un immense rejet des réformes libérales. Notre activité est déterminante pour ne pas laisser retomber l'espoir face à la surdité de nos gouvernants. Je fais un parallèle avec les événements de Perpignan dont le maire nie les

causes et sa responsabilité. Les communistes et leurs élus sont intervenus dès le début. La crise couve encore et il faut s'appuyer sur le NON à Perpignan (60 %) et sur les attentes, notamment des jeunes pour avancer dans la recherche de solutions politiques concrètes. La tension reste vive mais les possibilités sont réelles de commencer à lever la chape de plomb que le système Alduy fait peser sur la ville.

Yann Le Pollotec - Seine-Saint-Denis
Cette campagne nous a tous changés, individuellement et collectivement, car nous avons fait l'expérience d'être majoritaires. Le Parti a certes joué le rôle de service public du NON, mais cet apport organique ne doit pas minorer l'efficacité politique du PCF sur au moins 3 registres: la capacité à faire travailler ensemble des associations, partis, individus, en se servant de leur diversité comme un atout, le lien avec les milieux populaires et le mouvement syndical. L'éclairage sur la cohérence entre projet libéral de la Constitution et politique du gouvernement. L'incarnation politique de cette force de plusieurs millions de NON antilibéraux est posée de manière décisive pour les échéances à venir.

Marie-Claire Culié - Tarn
À travers cette campagne le Parti a montré ce dont il est capable lorsqu'il est rassemblé et clair sur ce qu'il défend. Nous avons dit que nous partions pour gagner. Les communistes sont redevenus fiers de leur parti. Les assemblées populaires que nous avons faites dans le Tarn ont réuni beaucoup de

La discussion (suite)

monde. Il y a un très haut niveau de débat allant jusqu'à celui sur besoin ou non d'une Constitution européenne ou la nécessité d'une VI^e République. Mais ce qui vient dans la quasi-totalité des interventions, c'est la question de la construction d'une alternative, une inquiétude que nous recommandions la politique comme avant au moment des élections. Nous avons là une grande responsabilité.

Alain Obadia - Val-d'Oise

Cette phase nouvelle nous donne des responsabilités dignes des grands moments de l'histoire de notre parti. Elle appelle hauteur de vue et capacité à nourrir le mouvement populaire de contenus élevés avec les initiatives politiques qui y correspondent. Dans cette période de crise politique, voire de crise de régime, il y a des potentialités fantastiques et des risques d' aventure. La campagne nous a permis de faire l'expérience d'une novation stratégique porteuse d'avenir. Le rapport de M.-G. Buffet permet de formuler et de synthétiser cet acquis collectif pour le faire fructifier dans les batailles politiques comme dans la construction citoyenne de la perspective. Cela va nous aider à bâtir nos orientations de congrès.

Yves Dimicoli - Paris

Le NON: vote de classe et pro-européen. Raisons principales: emploi, rejet de l'austérité, espoir d'une renégociation européenne. Conscience populaire de l'imbrication des enjeux nationaux et européens. Belle campagne du PCF. Forfaiture de Chirac! Mobilisation, sur objectifs précis d'action: nouveau Traité européen; sécuriser l'emploi et la formation; services et entreprises publics; BCE et fonds régionaux pour l'emploi et la formation; démocratie participative et d'intervention; autre monde (FMI, OMC...). Jonction des militants du NON de gauche à développer; PCF autonome, rassemblé et rassembleur; émulation des propositions dans l'action populaire pour rassembler toute la gauche sur contenus transformateurs.

Jérôme Dulauroy - Seine-St-Denis

Parti en campagne lors du FSE, le MJCF a consacré deux ans de son activité à permettre aux jeunes de se forger une opinion favorable au rejet. Le fait qu'une majorité de jeunes votent NON est un fait majeur. Ne pas occulter le mouvement lycéen dans notre analyse de la campagne. Outre l'aide à la mobilisation, la JC a fait le lien entre la réforme Fillon et le projet de Constitution. Notre capacité à l'organiser, à lui permettre de construire les outils dont elle a besoin pour exprimer ses aspirations et à en faire des objectifs de luttes est un immense défi à relever pour le PCF et singulièrement pour le MJCF. Le festival mondial des jeunes et des étudiants constituera un moment fort.

Jean-Marc Durand - Drôme

Le Parti a joué un rôle incontournable dans la victoire du NON.



L'Huma y a tenu une place essentielle. Ceux qui annonçaient notre mort ou notre dissolution en sont pour leurs frais. Le NON victorieux, du chemin reste à parcourir. Les tenants de la pensée unique veulent confisquer le vote. Nous devons occuper le terrain de l'alternative, nourrir le débat et lancer une grande campagne articulante projet national et proposition pour une autre Europe. Mais aussi mettre la démocratie au cœur des enjeux en exigeant une consultation populaire pour reconstruire la base commune européenne et en changeant en France notre mode électoral, la conception de l'exercice du mandat politique, la fonction présidentielle.

Laurence Cohen - Val-de-Marne

Dans le 94, le NON est majoritaire contrairement à Maastricht. Mais croiser données sociologiques et politiques. La droite bien mobilisée fortifie ses voix, tandis que le NON est ancré à gauche dans les quartiers populaires. Nous sommes en phase avec le mouvement populaire dans un vaste rassemblement en rupture avec l'ultralibéralisme. Quelle campagne pour que les citoyens ne rentrent pas chez eux désespérés face à un gouvernement de combat? Comment mener avec eux le débat sur l'alternative politique dans les quartiers, les entreprises? L'utilité du PCF a été vécue dans l'expérience partagée, en terme d'exercice de la citoyenneté. C'est un levier pour nous renforcer, un souffle pour le présent et l'avenir.

Bernard Calabuig - Val-d'Oise

Nous avons besoin d'un parti, un parti de conception nouvelle qui assume une nouvelle fonction dans la société, utile pour le rassemblement et dans le rassemblement. C'est ce que nous avons su faire durant ces quatre mois. La gauche, elle est une, d'accord, mais elle n'est pas homogène, à l'intérieur il y a des courants de pensées qui s'inscrivent dans la radicalité et d'autres sur des thèses d'aménagement de la société, la question étant de savoir ce qui prédomine, les thèses antilibérales ou celle du renoncement.

Gérard Mazet - Paris

Mon propos s'appuie sur l'expérience du forum de Japy. Nous étions 700 dont la moitié de non-communistes. Cette mobilisation est le résultat de l'engagement des communistes mais aussi des collec-

tifs. Elle marque de façon claire la volonté de continuer, le plaisir de faire de la politique et l'espoir pour l'avenir. Il faut maintenant pousser à la construction du projet, organiser le débat par grands thèmes pour qu'il devienne l'appropriation de tous. Le débat à Japy a aussi porté sur le rassemblement à construire, notamment à partir des interrogations dues à l'attitude du PS. Montrons notre ambition de changer la société et pour cela obtenir un rassemblement majoritaire donc de toute la gauche.

François Jacquart - Ardèche

Avant de parler d'avenir, savourons le présent. Les questions stratégiques sont dans nos têtes mais aussi dans celles des gens de gauche. Posons publiquement les questions, les enjeux, les obstacles. Interpellons toute la gauche mais aussi les associations, les syndicats. L'électorat de gauche va regarder le contenu du rassemblement et être acteur. C'est un atout pour sortir des stratégies de sommet. La question du « jusqu'où êtes-vous prêts à vous engager? » est posée, y compris à l'extrême gauche. Attac... Notre ligne de conduite devrait être: rassembler tout de suite face à la droite, sans négliger les contenus pour un vote futur constructif et non défensif, un vote participatif et non-délégué.

Michel Laurent - Seine-Saint-Denis

Etre à la hauteur du résultat. Donner une perspective, de l'espoir aux colères, aux luttes. Ce qui a réussi c'est la mobilisation autour d'un contenu, celui-ci délimitant les contenus du rassemblement. La majorité de la gauche a voté NON. La question n'est donc pas de « rééquilibrer la gauche » mais de permettre que s'exprime, y compris électoralement, cette majorité antilibérale. Le rôle qu'a joué le PC nous permet d'avoir beaucoup d'ambitions, en terme de renforcement et de réorganisation. Ce renforcement et cette réorganisation sont nécessaires si nous voulons être à la hauteur de nos nouvelles responsabilités. Du 23 au 26 juin, les quatre jours de renforcement seront des moments forts de cet effort volontaire de recrutement.

Brigitte Dionnet - Seine-Saint-Denis

Le référendum a réouvert l'appétit politique du peuple. Cela conforte la possibilité d'une transformation sociale profonde ne pouvant naître que de cette intervention populaire.

Cette irruption du peuple change aussi la donne à gauche et fait voler en éclats les schémas envisagés par des dirigeants socialistes d'être hégémoniques. Désormais personne ne peut plus espérer dominer ou représenter la gauche. Le rassemblement a été victorieux parce que réalisé sur un contenu. Il faut maintenant le cap de notre démarche. C'est la condition pour donner une grande ambition sur la société et sur notre parti, y compris pour les échéances politiques futures dont nous ne connaissons pas forcément aujourd'hui les contours.

Daniel Cirera - Seine-Saint-Denis

Le NON français puis néerlandais ouvrent un champ nouveau, aux enjeux considérables. L'irruption politique populaire a fait subir un échec cinglant aux forces dominantes en Europe. Le niveau d'affrontements s'aiguise. Comment faire face à nos responsabilités? La question du travail pour le renforcement, social et démocratique de la construction européenne est posée. La démarche majoritaire s'adressant à tous à gauche et à tout le peuple a été décisive. De même la dimension européenne de la campagne. Urgence de prendre des initiatives, à l'échelle européenne, avec la même ambition populaire, à partir de ce que révèle la dynamique du NON, pour un autre Traité et de nouvelles politiques en Europe.

Roger Tirlicien - Moselle

J'entends évoquer la création de fonds régionaux pour l'emploi. La Constitution et la loi confèrent la responsabilité de l'emploi à l'Etat. Renvoyer l'emploi aux régions et à la mobilisation des fonds régionaux pose des problèmes aux impôts régionaux. Le refus d'accepter le verdict des urnes n'est pas que la fin du règne de Chirac. Les désaccords Sarkozy, UDF et UMP portent sur « quel libéralisme? » Comme le refus de la direction du PS de considérer qu'une politique alternative est possible. Besoin maintenant, comme avec les rassemblements à l'initiative du PCF, de lancer en grand notre projet communiste pour être visible, utile au peuple et à la gauche, y compris pour peser sur le débat du PS pour l'alternative politique.

Bernard Birsinger - Seine-St-Denis

Le NON a été, pour des millions de personnes, un vote de dignité retrouvée. Après le 29 mai, l'oppr-



mé peut mieux percevoir que si la politique devient son affaire, tous les espoirs sont permis. Continuons de faire appel à l'intelligence des gens. Ils peuvent trouver des solutions à des problèmes très complexes. La preuve par l'Europe! C'est possible aussi sur les conditions à réunir pour chasser la droite et changer vraiment nos vies (propositions économiques, sociales, institutionnelles, type de rassemblement à gauche, intervention citoyenne). Nous proposons une grande campagne pour le service public du logement, un million de pétitions d'ici la fin de l'année pour le droit au logement pour tous et partout.

Fernanda Marrucchelli - Paris

Expulsions de sans-papiers, droit de vivre en famille remis en cause, quotas « choisis »: le gouvernement attaque. Les mots sont durs, les objectifs inquiétants. Cette politique a comme effet la précarisation de tous et le morcellement de la société. Il ne suffit pas de porter les questions sociales pour dépasser les discriminations, la xénophobie et les divers racismes. Ces questions nous devons les prendre à part entière et dans leur spécificité. Le PCF a des responsabilités pour le rassemblement des travailleurs, de ceux qu'on méprise, de tous les sans-droits. Un forum national sur les migrations, la citoyenneté de résidence et le droit de vote à toutes les élections doit être organisé.

Martine Perez - Aveyron

La campagne a été les travaux pratiques de ce que nous essayons d'élaborer comme stratégie. Quatre mots-clés l'illustrent. Un contenu (antilibéral). Une volonté de rassemblement. La citoyenneté. Notre parti impliqué dans des collectifs et qui a su rester lui-même. Quelques enseignements: l'union, le rassemblement n'ont d'efficacité et d'utilité que s'ils se réalisent sur des contenus progressistes. Ces contenus doivent être co-élaborés avec d'autres, les citoyens, les associations, les partis politiques qui veulent construire une véritable alternative. La responsabilité nouvelle qui incombe au Parti. L'union autour d'un contenu co-





élaboré implique des compromis. Mais nous devons rester le PCF.

Pierre Zarka - Seine-Saint-Denis

La force du NON est due au croisement entre apports des organisations et mouvement autonome des gens qui se sont appropriés les enjeux. Cette réalité peut briser le bipartisme. Travailler notre apport pour passer d'un antilibéralisme flou à la définition d'une autre politique. En ce qui concerne les élections, si nous en restons à la base délégataire, nous restons dans un face à face PC - PS. Or, le sentiment d'urgence fait voter PS. Si le sens du vote pour les gens devient qu'ils se donnent du pouvoir d'intervention, une démarche de co-construction avec les forces anticapitalistes ouvre concrètement la perspective de tirer la gauche hors du social libéralisme. Cela pose la question du rôle des élus et de la conception du Parti.

Jean-François Gau, responsable des questions européennes donne alors une information au Conseil national sur les derniers développements de la situation après la victoire du NON :



La victoire du NON a valeur de rejet des institutions et des politiques libérales. Elle atteste du besoin d'une autre Europe et de l'exigence des peuples d'être associés à une redéfinition d'ensemble de l'union européenne. Les deux exigences (changement et démocratie) doivent être respectées, ce qui implique: 1) Chirac et le Conseil européen doivent déclarer que le Traité est rejeté; 2) des mesures immédiates d'annulation des décisions liées à l'offensive libérale en Europe doivent être prises. C'est le sens de la journée nationale de mobilisation et de manifestation du 16 juin et de la pétition que nous préparons. Peut-on en faire une pétition européenne? La discussion doit s'ouvrir sur ce que doivent être les fondements de l'Union européenne. « Partir des droits » : une nouvelle Charte des droits sociaux

et fondamentaux ayant valeur de loi fondamentale de l'Union, travaillée et ratifiée par les peuples, à partir de laquelle pourraient être mis en chantier un nouveau traité sur les politiques économiques, sociales, de défense et la construction d'institutions politiques. Un nouveau cadre institutionnel doit être créé pour permettre l'implication directe des citoyens européens dans cette élaboration.

Francis Parny - Val-d'Oise

Cette victoire s'appuie sur l'expérience même de notre peuple qui depuis 20 ans connaît les conséquences des politiques libérales en France et en Europe. C'est un gage de « solidarité » de l'engagement populaire. Le vote de classe traverse tous les groupes sociaux et professionnels: il est significatif, par exemple, que dans les professions artistiques, celles et ceux qui se sont engagés le plus fortement pour le NON sont aussi celles et ceux qui sont le plus précarisés par la refonte des annexes 8 et 9. Nous devons poursuivre dans la même voie sans opposer notre action autonome et celle au service du rassemblement qui constituent ensemble, avec le caractère anticapitaliste de nos propositions, notre identité communiste.

Sylvian Chicotte - Seine-Maritime

Les ouvriers, les employés, les chômeurs et précaires ont compris le principal: le libéralisme, c'est la mise en concurrence pour la baisse des salaires et l'augmentation des profits. La Directive Bolkestein a éclairé le vécu des salariés, d'où le bond du

NON en mars quand Chirac, en voulant se défaire, a donné de la publicité à cette directive. Maintenant, face à l'offensive libérale de Villepin et Sarkozy contre les droits sociaux, il faut déployer notre projet de sécurité d'emploi ou de formation: éradication du chômage avec la réforme du crédit et des pouvoirs de décisions pour les travailleurs dans les entreprises. Dans l'immédiat, notre objectif devrait être le rejet du projet inhumain de la période d'essai de deux ans.

Roger Martelli - Val-de-Marne

La victoire du NON a été possible grâce à son contenu: l'antilibéralisme. Elle a été possible grâce à la conjugaison des diversités des composants et à la force du commun. Pouvons-nous passer du refus à l'affirmation majoritaire positive d'une politique alternati-

ve? Majoritaire: donc toute la gauche doit se rassembler sur une perspective transformatrice. Mais pour cela, il ne faut plus que l'esprit d'adaptation domine la gauche. Les sensibilités alternatives doivent converger pour que la perspective transformatrice soit celle de toute la gauche. La victoire du NON montre que c'est possible. Soyons nous-mêmes dans et par le rassemblement, sans séparer identité communiste et convergence antilibérale.

Jean-Paul Salon - Dordogne

Il faut permettre au mouvement populaire de s'approprier le nouveau rapport des forces et ce qu'il rend possible comme processus de transformation sociale. Le NON a changé le rapport des forces à gauche en faveur de l'antilibéralisme. La dynamique du NON montre qu'il est plus efficace de faire bouger la gauche avec le mouvement populaire que de compter sur notre influence pour faire bouger le PS. La dynamique citoyenne met fin à une conception du rassemblement basé sur les rapports PC/PS devenus stériles. Cela est fondateur d'une nouvelle conception de la gauche où les citoyens ne resteront pas à la porte du pouvoir et seront présents au fur et à mesure du processus. Le PCF a une responsabilité particulière.

Michel Stéfani - Haute-Corse

Les Corses ont dit massivement NON le 29 mai. De fait, ils ont tenu toute leur place dans la dynamique nationale et finalement dans cette formidable victoire populaire. N'ayons aucune crainte à le dire puisque telle est la vérité, les communistes ont été le fer de lance du NON. Notre apport, non-récupérateur, utile et efficace est reconnu. Tout en étant ouvert, notre parti est resté lui-même et rassembleur. Sachons rester dans le cadre politique en prise avec la volonté populaire qui vient de s'exprimer comme un acte fondateur.

Nicolas Marchand - Val-de-Marne

La situation très nouvelle bouscule beaucoup de schémas (invincibilité du capital, domination sociale-libérale immuable, fin de la forme parti, mort du PCF...). Pas de spontanéité du rassemblement et du projet. Besoin du PCF autonome, créatif sur des idées révolutionnaires novatrices, pour un contenu transformateur du rassemblement, au niveau de la crise très profonde du système, et des réponses radicales nécessaires pour son dépassement. Besoin de bataille sur nos propositions (débat et action), pas pour « tout ou rien », mais pour des compromis de haut niveau, pour être viables. Notre capacité d'intervention organisée dans les entreprises est stratégique pour la suite et la campagne communiste aux présidentielles.

Zohra Chorfa - Isère

Le droit de vote et l'éligibilité des étrangers est un élément de crédibilité de notre parti. Tant que les inégalités, les injustices sévissent dans notre pays, notre société ne sera pas debout et composée de femmes et d'hommes égaux.

M.-G. Buffet a lancé officiellement la campagne de lutte « Faisons tomber les murs ». Ce mur de la honte qu'est le racisme, car priver de ces droits (vote-éligibilité) est un acte raciste. Nous, communistes, avons le devoir, comme nous l'avons fait pour d'autres batailles, de mener celle-ci. Le temps n'est plus à l'hésitation. Sarkozy-Villepin ne perdent pas de temps. Quotas, reconduites aux frontières... Faisons vraiment tomber les murs.

Après l'intervention de Zorha, un débat s'engage

Élisabeth Gauthier - Essonne

Citoyenneté de résidence, respect des immigrés: si nous ne développons pas activement une politique ambitieuse à cet égard, nous n'aurons jamais le mouvement et le parti transformateurs que nous voulons, parce qu'il y manquera une partie essentielle de la société. L'expérience récente aux Tarterets (Corbeil) avec le vote de ceux qui sont privés de ce droit montre la nécessité d'actes forts, symboliques, qui rapidement font bouger les rapports sociaux.

Patrice Voir - Isère

Expérience dans l'Isère. Il y a deux ans, 33 Kurdes de Turquie faisaient une grève de la faim qui a duré 38 jours. Le Parti, avec d'autres dans un collectif, les a accompagnés durant toute leur lutte. Aujourd'hui, 32 d'entre eux ont des papiers avec autorisation de travail et dix ont adhéré au Parti, dont six durant la campagne référendaire.

Vincent Bony - Loire

Je partage totalement le besoin d'avancer pour l'égalité des droits, de travailler au développement de la citoyenneté pour tous les résidents. Les communistes, dans mon département, en sont avec une bataille pour défendre des demandeurs d'asile, des sans-papiers. Je crois aussi que nous devons faire progresser l'ensemble de la société et de savoir-faire reculer le racisme, diviseur et inhumain, trop répandu dans le monde du travail. Comment porte-t-on ce combat au cœur de l'action pour la défense du monde du travail, pour la transformation de toute la société? N'isolons pas du reste de notre action la campagne pour le droit de vote des étrangers.

Brigitte Dareau - Hauts-de-Seine

Je soutiens la nécessité de concrétisation de cette bataille pour le droit de vote des résidents étrangers, du droit à la démocratie, car c'est un élément fort de crédibilité pour construire la suite, l'alternative.

Frédéric Dutoit - Bouches-du-Rhône

Avec la campagne « Faisons tomber les murs », je propose que le Conseil national engage une réflexion de fond sur la question. Car derrière la proposition de Marie-George Buffet du droit de vote des étrangers exprimée dans son rapport, il y a la question fondamentale de la citoyenneté de résidence et, par là, une conception même de la société et du monde.

Marie-George Buffet

Le droit de vote des citoyens résidents est une question cruciale. Et c'est aussi une question cruciale pour l'avenir du combat communiste. Que ces hommes et ces femmes soient acteurs de la vie politique, qu'ils soient reconnus à part entière, c'est essentiel. Et pour gagner cette bataille il faut la mener avec eux. D'autant plus que la droite est en train d'essayer de se refaire une santé sur leur dos. Il nous faut cet été, avec les commissions concernées, avec les acteurs et les actrices, les associations, travailler pour permettre à notre parti de préciser sa position et d'engager les batailles nécessaires.

Le débat général reprend.

Marie-Pierre Vieu - Htes-Pyrénées

Nous venons de faire autour du NON, l'expérience d'un rassemblement populaire majoritaire. Pourquoi? Parce que nous nous sommes adressés à toute la gauche et l'avons fait cheminer et converger autour d'un refus antilibéral de la construction européenne, dépassant dans la vie tous nos débats stratégiques passés. Nous n'avons été ni dans la gauche plurielle, ni dans un pôle des radicalités, ni dans la gauche populaire et citoyenne. L'expérience montre aussi que nous ne pouvons pas nous contenter de la seule perspective d'un PCF renforcé - même si ce renforcement est nécessaire. Face à la droite, il nous faut travailler maintenant à la convergence des forces de gauche autour de l'affirmation d'un projet de véritable transformation sociale.

Nicole Borvo - Paris

L'après-consultation est très important. D'accord avec les propositions du rapport sur le chantier de la refondation de l'Europe. Faire face aussi aux mesures du gouvernement. Les électeurs votent toujours utile - pour eux -. L'utilité du vote NON est apparue au fil de la campagne. Le Parti a été reconnu pour son rôle sur le fond et pour avoir fait progresser la portée utile du NON. Maintenant, travailler de la même façon au rassemblement populaire pour d'autres choix. On veut que le peuple s'empare lui-même du projet. Les forums devront avoir une donnée centrale de notre activité. Une ambition énorme mais de nouvelles possibilités. Juger avec les lunettes d'aujourd'hui.

Hélène Masure - Oise

Le rassemblement qui a permis la victoire du NON était populaire et non populiste. En pointant le système de mise en concurrence des salariés européens, nous avons placé le débat sur le terrain de la lutte des classes, éloignant la tentation de la xénophobie. De même aujourd'hui, face aux mesures du gouvernement sur l'emploi et les quotas d'immigration, nous devons réagir en traitant les deux questions ensemble avec des propositions alternatives sur l'emploi et les droits humains. Le meeting régional a donné à voir le rassemblement de la gauche dans sa pluralité et le respect de sa diversité. Il a produit une dynamique et de

l'enthousiasme. Continuer avec toutes les dimensions du rassemblement: populaire, citoyen et de gauche.

Philippe Denis - Maine-et-Loire

Nous venons de faire l'expérience de ce que peut être un rassemblement populaire majoritaire qui articule rassemblement et identité, utilité du PCF. Ce vote d'espoir porte des responsabilités majeures pour notre parti au regard des enjeux, à court, moyen et long terme. Il faut faire respecter le vote de nos concitoyens, faire des propositions d'action au plan européen pour répondre à l'exigence d'un projet répondant aux attentes. La surdité du gouvernement peut conduire à des mouvements sociaux d'ampleur qui peuvent contribuer à bouger la donne. Nous devons être attentifs et alimenter ces mouvements. Enfin, il faut faire beaucoup plus sur les questions de l'emploi, notamment à propos des délocalisations.

Michèle Cahu - Aisne

Cette victoire a germé dans l'ébranlement du 21 avril autant que dans la dégradation de la vie quotidienne, l'aggravation de la précarité et des inégalités et le rejet du gouvernement Chirac-Raffarin. Le moment que nous venons de vivre est l'expression d'une de ces ruptures nécessaires d'avec le capitalisme. Les manœuvres médiatiques n'ont pas eu raison de l'intelligence populaire. L'ambiance de tragédie grecque campée par les médias n'y a rien fait. L'enjeu communiste est plus que jamais l'exigence d'une alternative politique dans un grand esprit d'ouverture et de construction. Il y a beaucoup à faire pour que ce vote ne devienne jamais un vote de repli et qu'advienne l'Europe citoyenne et humaniste.

Frédéric Dutoit - Bouches-du-Rhône

Les communistes peuvent être heureux du résultat. Dans ma circonscription, avec 78 % pour le NON, le résultat confirme l'engagement des couches populaires. Après le 21 avril 2002, le rejet de la droite en 2004, le vote du 29 mai est le rejet d'une politique libérale en France et en Europe. Le PCF est apparu utile; et parce qu'il a aidé au débat sur le contenu, il a participé au rassemblement dans le respect de l'identité de chacun. Il nous faut être à la hauteur de l'enjeu: aider notre peuple à ouvrir une perspective politique. Le Parti a une responsabilité historique, alors que les pays de l'Est se sont effondrés, nous pouvons aider notre peuple à donner toute sa force au rassemblement sur le contenu antilibéral.

Fabienne Pourre - Val-de-Marne

Le NON populaire peut ouvrir la porte d'un « impossible devenu possible ». Il faut politiser des problèmes qui sont des questions de société. Dénoncer le « est-ce ainsi que les hommes vivent? » Décliner cette question pour proposer une société des droits. La question des migrants s'y trouve aussi. Organiser sur chaque problème les rassemblements populaires majoritaires qui permettront la

transformation sociale. Le NON majoritaire vient de loin pour les communistes. Implication dans les rassemblements alter-mondia-



listes, alter-européens. Le choix d'une dynamique majoritaire fait par l'AG des animateurs de section a débridé le militantisme, diversifié nos capacités, ouvert la perspective, permis de jouer la gague.

Fabienne Haloui - Vaucluse

Les luttes contre les discriminations et pour le droit de vote des résidents étrangers sont des conditions indispensables à l'unité populaire dans le combat antilibéral. Cela passe par un débat sur les fondements du racisme, sur l'histoire du colonialisme et de l'esclavage et sur des questions de société comme citoyenneté de résidence et nationalité, culture métissée ou multiculturalisme, égalité effective pour le droit à l'indifférence, Islam et islamophobie.

Patrick Hatzig - Meurthe-et-Moselle

Notre Parti a besoin d'un projet politique; les propositions, les idées ne suffisent pas. Pour s'engager sur un candidat, les citoyens ont besoin de connaître la construction politique dont il est porteur. De la force du PCF dépend le contenu de l'impulsion à gauche pour qu'elle ne déçoive pas une 4^e fois. Je crains que nous n'ayons pas le parti nécessaire à cette conquête. Même si le Parti dans cette campagne a eu la pratique de la force communiste nouvelle, nous n'avons pas le parti qui fasse perdurer et développer cette pratique. Cela fait 2 ou 3 congrès que nous hésitons à fonder cette force communiste nouvelle, attirante pour les jeunes, les syndicalistes, les antilibéraux, qui prolongent leurs luttes ou leurs exigences.

Louis Mazuy - Nord

Le retour des milieux populaires, des ouvriers et employés à une politisation de masse est un point important. Mais il serait dommageable de ne pas prendre la mesure des cheminements ayant conduit de nombreux techniciens, cadres moyens, enseignants et ingénieurs, à être partie prenante d'une critique du libéralisme. La construction d'une intervention citoyenne, intervenant sur les choix politiques et les institutions, doit être au cœur

de la stratégie de rassemblement permettant de construire le POUR, après la victoire du NON antilibéral. Les militants du monde du tra-

vail doivent être associés à la réflexion et aux décisions, sur le projet communiste comme sur les propositions en débat dans le rassemblement alternatif.

Plusieurs membres du Conseil national souhaitent alors réagir.

Frédéric Boccara - Hauts-de-Seine

Roger Tirlicien part de l'affirmation que « l'emploi c'est la compétence de l'Etat et pas celle des régions ». C'est une erreur de diagnostic. L'emploi c'est essentiellement les entreprises. Et donc les critères de gestion que le patronat impose par sa domination sur les financements et leur utilisation, avec les actionnaires, les banques et l'accompagnement public. Au contraire, il s'agit d'utiliser des Fonds régionaux comme un levier pour une tout autre logique. C'est bien sûr insuffisant, il faut un Fonds national et au-delà impliquer la BCE par une baisse sélective des taux d'intérêt.

Michel Rizzi - Paris

Pour aider à construire une perspective face au libéralisme, il y a, en complément avec nos autres propositions, besoin d'aborder aussi deux terrains essentiels: 1) la réforme du statut de l'entreprise qui ne peut plus se réduire à la seule société des actionnaires; il faut contester le monopole de pouvoir des capitalistes sur les entreprises. 2) Le rôle et la place du secteur public qui doit devenir un outil de transformation des rapports économiques et sociaux, avec son extension (industrie pharmaceutique et secteur bancaire notamment). Dans le débat sur les contenus de l'alternative, il faut aussi soulever ces questions et apporter des propositions.

Yves Dimicoli - Paris

Oui, il faut changer le statut des entreprises. Il faut des pouvoirs des salariés sur les gestions et les coopérations pour l'efficacité sociale, une socialisation de la propriété, une maîtrise du crédit pour sécuriser l'emploi-formation. Il

faut de nouvelles incitations. Par exemple, au nom de l'emploi, les cotisations sociales patronales sont abaissées pour accroître les profits, baisser le « coût du travail ». En opposition à la politique d'exonérations, notre proposition de modulation du taux de cotisation vise à accroître la masse des cotisations payées en encourageant les gestions qui augmentent emplois et qualifications et en pénalisant politiques de bas salaires et placements financiers.

Isabelle Lorand - Hauts-de-Seine

Dans les débats sur la santé auxquels j'ai participé au cours des derniers mois, j'ai souvent été interpellé sur la proposition de modulation de l'assiette des cotisations. Sur cette question comme sur beaucoup de questions économiques, je pense que nous avons besoin d'un débat serein et contradictoire. Pour convaincre, il faut être convaincu. C'est l'enjeu de sortir ces questions du champ de l'expertise, même s'il est communiste et d'en faire des questions collectives.

Malika Zédiri - Val-de-Marne

On parle emploi, mais je veux qu'on parle aussi revenus. Des millions de salariées sont sous-payées. Nous avons besoin d'un débat sans vérité assénée, où ce n'est pas forcément les économistes qui ont raison de manière à en sortir tous un peu plus intelligents.

Maité Navarro - Vaucluse

Sur les questions de l'emploi, il y a plusieurs niveaux de réflexion: celle à plus long terme qui doit proposer des modifications profondes du statut des entreprises. Les actionnaires ne doivent pas bloquer la création d'emploi dans les entreprises. Celle plus immédiate qui doit empêcher les brèches dans le Code du travail (notamment la période d'essai de deux ans). Celle très urgente pour être au côté des chômeurs qui sont en première ligne du plan Villepin: 100 jours pour faire baisser le chiffre du chômage et les obliger à accepter n'importe quoi.

Richard Sheehan - Yvelines

Il ne s'agit pas de questions de spécialistes ou de réponses économiques mais de propositions immédiates qui s'inscrivent dans une visée de transformation sociale. En cela, la proposition de travailler sur le communisme du 21^e siècle est déterminante. Nous avons besoin de repères et de visées. Nous luttons pour des réformes en profondeur jusqu'au changement de société.

Danielle Montel - Seine-Saint-Denis

Les questions évoquées dans le débat concernant l'économie, l'emploi, les restructurations, les multinationales et leur gouvernance, notamment dans le domaine de la santé, bien public, et de l'industrie du médicament tel Sanofi-Aventis, dont je suis salariée, nécessitent de sortir d'un débat de « spécialistes de l'économie ». Ce sont de grandes questions qui doivent être débattues par tous. Elles posent une question essentielle: celle des pouvoirs, des lieux de pouvoirs,



des pouvoirs dans l'entreprise, des pouvoirs des salariés et des citoyens. Je propose qu'à la sortie de ce Conseil national un travail soit engagé dans le Parti.

Brigitte Dareau - Hauts-de-Seine

Franchir l'étape significative dans l'élaboration des contenus anticapitalistes, articuler propositions immédiates et visée communiste implique de poser la question des « communistes ». Il faut attacher une grande importance dans l'animation de la bataille des communistes, faire en sorte qu'ils disposent des éléments nécessaires à leur intervention. Se trouve ainsi posée la question de l'information, mais aussi de la formation.

Le débat général reprend.

Joëlle Greder - Tarn-et-Garonne

Grande responsabilité pour construire une alternative politique antilibérale, pour résister aux mauvais coups. Santé: Le dispositif du médecin traitant va se mettre en place malgré les 24 millions d'assurés qui n'ont pas renvoyé les formulaires, malgré le désaccord d'un grand nombre de médecins généralistes. Le PCF va adresser une lettre ouverte au ministre. Les hôpitaux sont dans une situation financière catastrophique. Nous proposons de mener une bataille avec les parlementaires pour exiger un collectif budgétaire. Nous allons travailler à la rédaction d'une contribution communiste pour une politique de santé non-marchandisée, solidaire, que nous publieront à la Fête de l'Huma et qui aidera à la tenue des journées santé.

Sylvie Larue - Ile-et-Vilaine

Si la campagne a été nourrie par des initiatives collectives d'organisations elle a aussi acquis une dynamique citoyenne jamais vue. Elle a été nourrie aussi par la dynamique unitaire autour d'un NON antilibéral, et porteuse d'une volonté de réorientation de la construction européenne. Des acteurs du mouvement social ont investi le champ politique. Aucune force ne peut en revendiquer le centre. Il faut cesser de parler en terme de débouché politique, en considérant qu'il y a d'un côté ceux qui travaillent sur les contenus et de l'autre ceux qui les portent dans les institutions. Continuons à agir, construire et porter ensemble ce nouveau projet politique pour une Europe sociale solidaire et démocratique.

Roland Jacquet - Rhône

Les villes de plus de 100.000 habitants ont voté OUI à 55 %. Proposition de rencontrer les animateurs politiques de ces villes. D'accord avec les propositions des 6 axes et sur les contenus des alternatives à construire avec les citoyens et les forces de gauche. Comment faire pour construire ce rassemblement majoritaire alors que l'affrontement avec les partisans du OUI à gauche



se poursuit et que la suspicion existe. La situation nouvelle crée une occasion historique pour ne pas refaire ce qui a échoué. Construire avec les citoyens et publiquement. Si l'on veut que notre peuple ne perde pas la main, le Parti doit contribuer à ce qu'il s'empare de l'union et du tous ensemble, et qu'il contribue à le réaliser.

Serge Guichard - Essonne

La droite s'en prend aux migrants de la même manière qu'elle bafoue la démocratie et met en cause les droits sociaux. C'est cette cohérence qu'il faut combattre pour la régularisation des sans-papiers, refuser les quotas, exiger la citoyenneté de résidence, combattre la réactualisation d'une gestion « coloniale » de la société, comme le montre la scandaleuse loi du 23 février. Face aux discriminations dont le poids est terrible et crée des clivages, des ségrégations, nous avons fait des propositions qui sont bien accueillies. Cela doit être l'objet de forums pour une autre alternative politique.

Michel Dubertrand - Gironde

Plus de 700 personnes en 18 réunions, avec 3 rassemblements décidés pour le 16 juin: sous-préfectures de Langon et Libourne et, à Bordeaux, manifestation. Les prises d'initiatives, du PCF ou des collectifs locaux, avant le 29 mai, complétées par de la réactivité après, ont collé à une attente! Sur les perspectives: s'il y a danger à n'évoquer que 2007, il y a aussi danger à ne pas l'aborder. L'argument du rapport, pour refonder l'Europe, « ne fixons pas a priori la réponse, engageons la discussion » est valable pour la présidentielle en voyant que le débat sur les têtes de listes aux européennes serait différent aujourd'hui.

Christine Mendelsohn - B.-du-Rhône

Les communistes français ont les félicitations des camarades du Parti de la gauche européenne qui ont fait des manifestations devant les ambassades de France en Europe. Le PGE est aujourd'hui force d'amplification pour la renégociation du traité européen. Il sera présent les 24 et 25 juin à Paris avec la GUE et Transform. Le PGE est la structure qui correspond bien à l'espace où la lutte de classe se joue pour nous aujourd'hui: l'espace européen.

Chantal Delmas - Val-d'Oise

La nature du rassemblement qui a abouti à un NON majoritaire: rassemblement, mouvement politique, syndical, alter-mondialiste, féministe, individus où chacun compte pour un. Méthode de mise en commun de ce qui rassemble et débat du reste, ceci crée de l'alternative. Continuer à travailler mouvement social et politique pour créer du « politique autrement ». L'alternative: nous ne sommes pas au point zéro: collectif Irak, Forum social européen, forums

sociaux locaux, comités du NON, collectivités locales travaillant sur la démocratie participative, tout ceci est à fédérer... La pratique fait évoluer le projet et vice-versa, d'où l'importance de la rencontre nationale des comités du NON et la rencontre européenne.

Nadine Stoll - Haute-Garonne

Construire avec les autres, à égalité, a fait la preuve de son efficacité pour gagner, renforcer le Parti et pour l'appropriation de la politique par les gens. Ce vote fait voler en éclats le clivage gauche/droite et ouvre tous les possibles de l'alternative antilibérale. Un front antilibéral se construit dans une alchimie qui marie mouvement social et politique. Ne pas reconnaître ce cadre, cette force, risque de faire retomber dans des formes d'union rejetées de toute part. Ayons un débat franc sur notre rôle et place réelle dans les institutions, sur nos alliances avec le PS. Tout en travaillant un contenu alternatif avec les autres, ayons pour objectif de travailler de nouvelles alliances alternatives pour d'autres victoires.

Isabelle Lorand - Val-de-Marne

Le 29 mai ouvre une période historique Pour le pire, le déni du sens du résultat est une authentique sortie de démocratie La pétition du parti prend une importance majeure. Pour le meilleur, cette campagne porte l'espoir. D'où l'importance d'un projet alternatif. La gauche antilibérale rassemblée peut être majoritaire. Pour donner toute sa richesse au projet alternatif il est indispensable que chacune des composantes apporte sa spécificité. Le projet communiste est urgent L'initiative internationale est une étape, pourquoi n'aurions nous pas l'ambition d'un manifeste communiste? J'entends parfois: parlons contenus, les constructions politiques on verra plus tard. Les deux, projet et rassemblement se nourrissent mutuellement

Maïté Navarro - Vaucluse

62 % pour le NON! Les analyses montrent que c'est bien un NON de gauche. Ce résultat est le fruit d'une campagne dynamique des communistes et de la coordination pour le NON. Nous avons su être présents dans les coordinations et être nous-mêmes. Nous avons repris confiance pour aller à la rencontre des gens dans des quartiers que nous avons laissé aux idées du FN. Avec 25 adhésions nous sommes en deçà des possibilités et la semaine de renforcement est une bonne idée. Construire des contenus: se mettre d'accord sur les objectifs et les moyens pour les atteindre. Le NON du 29 mai ouvre des possibilités. On a gagné et l'idée que tout est possible doit grandir. Les rêves d'aujourd'hui doivent devenir les réalités de demain.

Gilles Bontemps - Loire-Atlantique

Souligner le rôle du Parti et des élus communistes dans le rassemblement pour faire gagner le NON. Poursuivre dans le même sens, avec notre identité, afin de rassembler à gauche en ne créant aucune frontière entre ceux qui ont voté

NON et ceux qui ont voté OUI. La question d'actualité n'est pas celle des alliances mais de faire grandir les exigences populaires sur le contenu pour modifier les rapports de forces et travailler à l'alternative. Enfin, aujourd'hui, faire res-



pecter le verdict des urnes, développer la bataille pour remettre en cause les directives libérales... Etre à l'offensive sur la modernisation des services publics et impulser débats et initiatives sur quelle Europe et quelle alternative en France.

Nadine Bourdin - Val-de-Marne

Nécessité de poursuivre en liant vie quotidienne et politiques libérales, dénoncer et résister aux directives européennes, mais aussi construire des alternatives. Contre l'asphyxie programmée du Fret SNCF, luttes populaires et unitaires pour promouvoir un service public européen des transports, contre la BCE, un pôle public européen... L'Europe sera au cœur de tous projets de société, dans chaque élection! Abrogation de la déclaration du médecin traitant. Préparer le Conseil national sur citoyenneté de résidence par des débats publics sur le droit de vote des résidents étrangers.

Michel Rizzi - Paris

Le succès du NON valide les réorientations stratégiques depuis le Congrès: sur la priorité à la construction d'un mouvement populaire, la revalorisation du militantisme, le choix de réinvestir le terrain de l'entreprise. La marge de la droite et la direction du PS, qui poursuivent sur la même voie, est étroite. Il y a une volonté chez les gens de ne pas se laisser déposer de la victoire et une disponibilité pour débattre de la perspective. Aidons-les à sortir des schémas politiques traditionnels qui limitent et enferment la réflexion. Engageons la discussion sur les contenus avec des propositions à la fois significatives de notre choix de société et dont les gens puissent s'emparer dans la pratique.

Joël Carlier - Somme

Ne sous-estimons pas notre apport dans la victoire du NON. Nous avons su construire le rassemblement qui a fait gagner le NON. Travaillons maintenant à la construction d'un rassemblement

qui fasse gagner une véritable alternative politique en faisant bouger toute la gauche et en permettant au peuple de garder la main. Des lignes ont bougé dans le mouvement populaire. Des lignes bougent dans le Parti. Le Congrès

peut porter de grandes ambitions et permettre un nouvel essor de notre activité. Nous devons garder cette place importante et singulière prise dans la victoire du NON. Des potentialités existent pour la conquête de positions. Soyons audacieux dans le renforcement en amplifiant la réorganisation de notre parti.

Martine Antoine - Val-de-Marne

Répondre à « et maintenant », c'est poursuivre la dynamique créée par l'appropriation citoyenne de la politique pour rejeter ce que le libéralisme produit en France et en Europe. La pauvreté dont il y est urgent de mesurer toutes les conséquences, la santé publique: catastrophe sanitaire de l'amiante, des pesticides, exclusion des soins, explosion de la tuberculose... Cette dynamique doit être aussi portée au niveau de l'Europe pour construire le contenu d'un projet alternatif à partir des questions fondamentales qui pourraient être le socle d'une autre Europe: comme le droit à la santé pour tous, communautaire ou non, la politique du médicament, les rapports avec les autres continents.

Frédéric Boccara - Hauts-de-Seine

1) Unité et apport à poursuivre dans une dialectique et une émulation. Affirmer courage, ambition et exigence de faire du nouveau, révolutionnaire. 2) Sur le lien France/Europe. Prise de conscience du besoin de faire Europe pour faire France, au contraire de 1997-2002. 3) Initiatives - a) BCE et argent (baisse sélective des taux au lieu d'une baisse aveugle qui nourrirait les marchés financiers) - b) Emploi. Nous devons contre-attaquer et lancer vraiment un grand mouvement national pour l'emploi et viser une sécurité d'emploi ou de formation comme alternative à la précarité et à la baisse des charges sociales. Pouvons cette ambition pour l'Europe, avec les progressistes, avec nos partenaires européens.

Elisabeth Gauthier - Essonne

C'est grâce à un rassemblement antilibéral d'un nouveau type, que le retour du peuple en politique a été possible et que nous avons réussi à entamer l'hégémonie néolibérale. Cette nouvelle dynamique est le résultat d'une rencontre entre les forces émancipatrices hors institutions et les forces politiques transformatrices. Penser la VI^e République, c'est penser de façon nouvelle ce rapport. L'ambition maintenant, est de bâtir avec les forces disponibles une alternative antilibérale. À l'échelle européenne se pose également la nécessité d'un nouveau type de construction politique comme nous l'avons expérimenté en France. Les rapports de force ont changé aussi en Europe, nous devons œuvrer en faveur de convergences d'une nouvelle ampleur.

Annie Mazet - Drôme

Les quatre députés à l'Assemblée nationale et celui à l'Assemblée européenne se sont battus, ainsi que les deux sénateurs de la Drôme et le président du Conseil général. Il y a beaucoup d'attentes, d'espoirs retrouvés, mais aussi de la place à prendre dans la construction d'une autre politique possible, mieux solidaire, plus sociale, plus démocratique, plus respectueuse des aspirations du peuple de gauche, de leur vie quotidienne. Le OUI prôné par la plupart des évêques d'Europe a bousculé et suscité des échanges autour de la compréhension du Traité. L'ouverture du PCF a été souvent bien perçue. C'est un appel à être plus à l'écoute des chrétiens et les inviter à nos rencontres publiques.

Martine Durlach - Paris

Victoire historique! Ne pas baisser le ton devant la pression. Historique par son ampleur, son contenu. Cette victoire implique des suites immédiates, car grand écart entre l'espoir du NON et les décisions de la droite (gouvernement épouvantable) et du PS. C'est maintenant qu'il y a besoin de construire des luttes et d'apporter des réponses. Il y va de la suite et de l'espoir. La question du rassemblement. Poursuivre la démarche. Etre nous-mêmes et travailler dans des collectifs ouverts, élargis. Pas besoin de hiérarchiser. Il ne faut pas les transformer en parti, mais besoin de discuter entre communistes des questions qui s'y posent.

M.-Françoise Palloix - B.-du-Rhône

Région, département, ville de Marseille à gauche toute. C'est bien un NON de gauche qui est sorti des urnes! Confiance, courage, ambition et audace sort de l'analyse à chaud de nos premières réunions. Unité de vote et d'action de notre parti et volonté farouche de poursuivre dans les collectifs pour construire une alternative politique avec le plus grand nombre. Deux axes prioritaires: l'emploi (formation, salaires, protection sociale...) et logement (transports, équipements publics...), sur notre feuille de route. Un enseignement: le rassemblement populaire pour construire une autre politique peut se réaliser sans pour autant avoir des accords de sommet en dehors du contrôle des citoyens.

Patrice Voir - Isère

Beaucoup dans le débat ont pointé le besoin d'avoir l'organisation à la hauteur des enjeux. C'est vrai en terme de forces organisées, c'est vrai en terme de moyens financiers. Nous avons connu une rupture de trésorerie, on s'apprête à en connaître une autre. On a diminué de façon importante le personnel du Conseil national. Ce sont nos moyens d'interventions qui sont entravés. Je m'interroge quand je constate que des fédérations sont à moins de 10 % de versement de leur objectif de souscription. Vendredi nous avons une réunion sur la Fête de l'Humanité. Chacun connaît ici les difficultés financières du journal et le bilan 2004 nous montre, là aussi, que dix fédérations n'ont payé aucune vignette.

Après l'intervention de Patrice Voir, plusieurs membres du Conseil national réagissent.

Jean-Louis Frostin - Val-d'Oise

Suite aux interventions de Patrice Voir et Elisabeth Gauthier, nous avons effectivement besoin de comprendre pourquoi des inégalités aussi étonnantes existent parfois entre fédérations. Cela pose d'abord la question de notre capacité à travailler ensemble ces questions (directions nationale et fédérales) pour comprendre les raisons de chaque situation et travailler ensemble pour améliorer les

choses. C'est quand cela n'arrive pas à se faire que c'est vraiment un problème qui renvoie à nos règles communes.

Marie-Claire Culié - Tarn

On avait pris l'engagement à la réunion des secrétaires fédéraux de verser à la souscription pour faire le tract dépliant qui a été particulièrement apprécié. Or, nous sommes à 50 % de l'objectif. Cela met en fragilité notre activité nationale. Regardons comment faire. On ne peut pas continuer à mettre en difficulté la pérennisation de la victoire du NON à cause de nos problèmes financiers. Dans le Tarn, nous avons écrit à tous les souscripteurs de 2002 sur l'idée de pérenniser leur victoire du 29 mai 2005 en donnant au PCF les moyens de continuer à être à leur disposition.

Roland Jacquet - Rhône

En appui sur ce qui vient d'être dit, il est proposé de faire le point à l'Exécutif du 20 juin des avancées de la souscription et d'engager les discussions avec les fédérations en difficulté pour contribuer, avec elles, à prendre les initiatives nécessaires à la réalisation.

Le débat général reprend.**Richard Sheehan - Yvelines**

C'est au lendemain des manifestations du 10 mars que le NON devient majoritaire et « légitime ». Il symbolise rapidement une notion d'appartenance, une notion de classe. Il est du fait du monde

du travail, du peuple de gauche. C'est ce qui peut permettre de poursuivre. Je pense qu'il faut des lieux de construction politique, des forums. Le temps est de permettre au monde du travail qu'il redevienne moteur et acteur. Il faut construire des espaces politiques et restructurer des organisations politiques sur les lieux mêmes de travail. Retravailler la visée communiste me semble déterminante au moment où l'antilibéralisme est majoritaire et le choix de société est au cœur du débat.

M.-Françoise Michenaud - Vendée

La démarche d'ouverture du PCF et les communistes de Vendée m'ont amenée à adhérer récemment et à militer. Nous venons de concrétiser cette démarche démocratique, de rassemblement, définissant le communisme, au cours de cette campagne. C'est une réussite. Pour poursuivre et accueillir les nouveaux militants, il est nécessaire de les accompagner (sous forme de tutorat?) pour qu'ils puissent mener des initiatives qu'ils proposent jusqu'au bout: idées de dépassement de nos organisations. Nécessité aussi de se « former » pour donner du sens à nos actions (histoire du communisme, contenu d'un projet alternatif, démarche d'analyse) pour être en capacité de débattre et de construire avec les autres dans les collectifs.

François Auguste - Isère

Le 21 avril n'était pas un accident. C'était un acte de rupture avec la

bi-polarisation pro-libérale, l'acte de naissance d'un processus de prise en main par notre peuple de son destin. Notre positionnement stratégique, en tirant les leçons, a joué un rôle décisif dans la victoire du NON. Ce séisme a probablement aussi conduit des dirigeants socialistes au vote NON. Maintenant, il faut lancer les forums, les co-préparer avec tous ceux qui veulent: les collectifs du NON, d'autres forces à gauche, des forces sociales, les citoyens eux-mêmes. Il y a urgence à construire les contenus de l'alternative, notamment la co-construction d'une VI^e République, dont le cœur, le moteur soit la démocratie participative.

Danièle Lebaill-Coquet - Rhône

Nous sommes rentrés depuis quelques semaines dans une ère nouvelle de la politique, cela avec des richesses, de l'enthousiasme, mais aussi parfois des inquiétudes et des peurs. Un chantier politique immense est ouvert avec la responsabilité de notre parti dans l'espoir que nous aurons suscité par la victoire populaire du NON. Cela nous oblige à travailler en même temps tous les chantiers ouverts: l'Europe, la réponse aux exigences sociales et l'alternative à gauche. La riche campagne menée nous a prouvé que nous pouvions le faire avec l'ensemble de ceux qui se sont mobilisés pour le NON sans nous dénaturer.

Catherine Mills - Paris

Ne pas laisser voler la victoire et poursuivre du « travailler ensemble ».



La campagne a permis de révéler la vraie nature de l'économie sociale du marché et la charte des droits fondamentaux. Ainsi que la nature de la partie III du Traité, notamment la BCE. Et maintenant? Faire émerger des propositions alternatives. Construire un grand mouvement du local au national. Refusons un nouveau vote du Parlement sur les seules parties I et II du traité, car la partie III irrigue l'ensemble du Traité. On ne peut se contenter de baisser les taux d'intérêts au niveau de la BCE car les nouveaux crédits doivent viser l'emploi et la formation. Il faut un véritable pacte de croissance centré sur le développement social.

Nadine Bourdin - Val-de-Marne

Le projet de Constitution en trois parties a été rejeté par le peuple, n'en parlons plus! Il s'agit maintenant d'inventer une Constitution pour l'Europe des peuples avec les grandes valeurs et idéaux pour vivre ensemble et avec le monde. Tous les citoyens, partis, syndicats, associations qui veulent une autre Europe de progrès et de droits sociaux et humains doivent se retrouver partout, dans les quartiers et les entreprises, les villes, les départements et nationalement pour écrire cette nouvelle page de l'Europe. ■

L'intervention de Marie-George Buffet



Je veux bien sûr saluer de nouveau les militantes et les militants acteurs de cette victoire, mais je veux ajouter que cette campagne a témoigné de la qualité de nos analyses et propositions qui ont marqué dans l'opinion. Et surtout, elle a montré que le militantisme a la capacité de contrer les grandes offensives des forces dominantes politiques et médiatiques.

Et maintenant? La fierté de la victoire chez nos compatriotes s'accompagne d'une envie de construire pour résister ensemble aux politiques libérales et ensemble construire une alternative à gauche. Cette victoire historique ouvre une période historique, nous sommes dans une crise grave. Y aura-t-il dissolution? La question n'est pas de savoir si nous sommes prêts, mais celle de l'ampleur de la crise et des besoins. Ce pouvoir est illé-

gitime, il faut donc se préparer à cette éventualité. Que va-t-il se passer pour l'Union européenne? On sent bien que les dirigeants européens sont sonnés par leur défaite. Que va-t-il se passer à gauche? Nul ne peut en préjuger, nul ne sait ce que seront les positionnements du PS, des Verts. Il faut donc poursuivre la mobilisation du peuple de gauche sur des exigences antilibérales. Les attentes sont immenses. Nous devons favoriser la même irruption du peuple sur l'autre Europe et un programme antilibéral en France que celle qui a permis la victoire du NON.

Nous allons être réactifs. D'abord, il ne faut pas laisser de champ au gouvernement Villepin-Sarkozy.

Cela implique de transformer les 6 axes évoqués dans le rapport en propositions précises et en action. Il faut mettre au rebut la période d'essai de deux ans. Sur l'Europe, il faut réussir le rendez-vous du 16 juin avec la même force, la même diversité qu'aux meilleurs moments de la campagne référendaire, et monter en pression avec la pétition pour stopper l'agenda libéral de Lisbonne. Avec la même ambition, nous devons nous fixer l'objectif de faire gagner « l'union populaire pour changer la vie ». Cela demande d'opérer un saut qualitatif pour ce qui concerne les contenus. Pour l'Europe, il faut partir des droits, des besoins citoyens pour penser les réponses institutionnelles, écono-

miques... Il nous faut approfondir nos réponses sur les grands enjeux mondiaux. C'est le cas aussi sur la question de l'immigration. Il faut faire tout cela pendant l'été pour être porteurs, dès la rentrée, de nouvelles mobilisations face au gouvernement.

Dans la dynamique de rassemblement, le Parti a beaucoup apporté, mais nous avons aussi beaucoup appris d'autres.

Dans nos meetings, la foule était à l'image de l'estrade. Nous avons pu nous adresser à des gens auxquels nous ne parlions pas. Ils ont entendu un discours communiste que peut-être ils ne connaissaient pas. Cette démarche de rassemblement est porteuse pour toute la gauche, mais aussi pour le combat communiste lui-même. Le rassemblement s'est construit dans les collectifs, mais aussi dans les initiatives du Parti. Il faut sans cesse croiser les deux. Les collectifs et le rassemblement ont fonctionné parce que nous partageons une analyse, un positionnement – battre le traité – et la perspective d'une autre Europe. Mais si nous avions voulu mettre toute l'actualité politique dans ces collectifs, sans doute que cela n'aurait pas fonctionné. Eh bien désormais, peut-être qu'il y a des collectifs qui voudront parler seulement d'élaboration d'un autre traité européen, d'autres seront prêts à discuter de l'alternative en France. Quoiqu'il en soit, nous devons en

être avec enthousiasme et travailler toujours sur les contenus pour se rassembler. Invitons des personnes nouvelles, élargissons. Il faut que les collectifs vivent en fixant à chaque fois l'objectif qui rassemble. Notre responsabilité est de pousser jusqu'au bout la dynamique de rassemblement. Et on a bien vu que plus on est fort sur les contenus, ambitieux, communistes, plus on est bien dans le rassemblement. Cela veut dire que nous devons nous-mêmes proposer des espaces ouverts pour débattre de l'alternative politique et de son contenu.

Quelques mots sur le Parti. Il nous faut maintenant concrétiser en termes de renforcement du Parti, la dynamique que nous avons ressentie. Mais il faut aussi poser la question de notre implantation avec des formes nouvelles permettant de réinvestir pleinement les entreprises. Il nous faut être très attentifs sur les quartiers populaires, notamment en parlant à ces jeunes, qui pour beaucoup ont voté NON, et qui sont prêts à aller plus loin. Nous sommes désormais en campagne sur la vignette de la Fête de l'Humanité. Cette situation historique appelle beaucoup d'ambition pour la Fête. Faisons-en le rendez-vous de tous les hommes et les femmes du NON de gauche, de tous ceux et celles qui veulent changer les choses. ■

Communistes Supplément à l'Humanité

Équipe de rédaction

2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris

Mél: communistes@pcf.fr - Télécopie: 01 40 40 1246

DIRECTEUR: Jean-Louis Le Moing - Tél.: 01 40 40 1167

RÉDACTION: Patrice Falguier - Tél.: 01 40 40 1359

Élisabeth Ackermann Tél.: 01 40 40 1106

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MAQUETTE: Zouhair Nakara, Stéphane Paturey

COMITÉ DE PILOTAGE: Élisabeth Ackermann - Alain Bascoulergue

Marie-Pierre Boursier - Gérard Busque - Brigitte Dionnet

Patrice Falguier - Jean-Louis Le Moing - Denis Rondepierre

Ont participé à la rédaction de ce numéro: Obey Ament

Lucien Atencia - Gérald Briant - Monique Dagorn - Cécile Jacquet

Martine Louaire - Claudine Ludwig

Secrétariat: Claudine Desmaison - Monique Douchin

Marianne Parmigiani - Françoise Saint-Hilaire

Informatique: Jordi Montanard

Intervention de Roland Jacquet

trésorier du Conseil national

Ce que nous avons réalisé en initiatives et communication sur le référendum est immense, depuis la révélation en septembre 2003 des dessous du projet Giscard (tiré à part à 3 millions d'exemplaires...). Je ne traiterai, ici, que des dépenses nationales de cette année et avec les trésoriers départementaux nous apprécierons l'activité d'ensemble en consolidant les dépenses des fédérations et les recettes effectuées, qui sont considérables. Le tableau vous donne à voir le descriptif des dépenses.

Communication / initiatives (informations) au 19 mai	
Dépenses - Référendum du 29 mai 2005	
Tracts: 6 tracts	913 000
Affiches: 4 affiches + bandeaux	169 000
Autocollants - Badges	29 500
Manifestations	3 500
Zenith	127 000
Initiatives: 29 avril, 2 mai, 8 mai, débat, soirée électorale	25 000
Sondage	21 500
Initiative fin de campagne (provision)	30 000
Audiovisuel	30 000
Transports / frais divers	25 000
Meetings régionaux, contributions	47 500
Total	1 421 000
Financement - Référendum	
Financement public	800 000
Souscription au 11 juin (objectif 500 000)	258 000
Financement du Zenith à 50% IDF	63 500
Badges: financement des fédérations	20 000
Souscription restant à atteindre	279 500
Total	1 421 000

Deux remarques:

• Sur le financement public.

800.000 € à chaque parti alors que la propagande pour le OUI a bénéficié de millions; la campagne d'affichage; la brochure adressée aux élèves de terminale, l'octroi de 1,6 million à cent associations militant pour le OUI, soit un total de 7 millions d'euros a révélé Marie-George auxquels il convient d'ajouter le coût de l'envoi officiel du matériel - pro-OUI - sans profession de foi des partis politiques et qui a coûté - avec le coût de l'organisation du scrutin - 130 millions d'euros.

Le Figaro du 16 mai indiquait que la loi de finances 2005 avait prévu de consacrer 25 millions d'euros à la campagne référendaire auxquels s'ajoute un crédit supplémentaire de 39,3 millions sur le collectif budgétaire 2004.

Il faudra trouver le reste, 72,5 millions d'euros, dans la loi de finances rectificative: vous comprendrez mon inquiétude quant à la date du versement de l'aide publique.

Ce décalage dans le temps va provoquer une situation de trésorerie délicate dès fin septembre. Les raisons sont différentes - mais comme l'an passé - les versements de cotisations, la souscription et des prêts de fédérations nous aideront à faire face à cette difficulté temporaire.

• La souscription référendum

Avec de grandes inégalités nous arrivons à 258.000 €. Or nous avons besoin de financer l'en-

semble de nos dépenses de communication, y compris celles supportées par la trésorerie nationale. L'exécutif vous propose de décider de multiplier les initiatives pendant tout juin pour atteindre, voire dépasser l'objectif, c'est impératif: que chaque collectif se réunisse et examine la situation avec les décisions appropriées à chaque fédération pour cela!

En conséquence, nous vous proposons d'animer de grandes initiatives de souscription pour atteindre l'objectif de 500.000 € pour financer le référendum; que le lundi 20 juin un point soit fait à l'exécutif pour engager les discussions nécessaires avec les fédérations en difficulté et prendre avec elles les dispositions pour atteindre l'objectif et avec les trésoriers départementaux de travailler à la mise en place de supports permanents de collectes (badges, pin's, listes et carnets de souscription, timbre événementiel et donc exceptionnel sur des campagnes spécifiques...). Les militants vont s'impliquer dans la préparation de la Fête de l'Huma et la vente de la vignette; en septembre, nous ferons à nouveau le point de la situation. A partir des réalisés du semestre et des résultats obtenus dans tous les domaines et en fonction de ceux-ci, nous fixerons l'objectif de souscription pour la fin de l'année que nous lancerons comme l'an passé à la Fête de l'Huma qui sera je n'en doute pas un immense succès». ■

Le relevé de décisions

Adopté à l'unanimité moins une abstention.

À l'occasion du référendum notre peuple a majoritairement rejeté le Traité constitutionnel libéral qu'on voulait lui imposer. C'est un événement politique majeur dans notre pays.

Cette grande victoire populaire a été construite par une irruption de notre peuple dans le débat politique. Elle a été rendue possible par l'engagement collectif des militants et militantes du NON de gauche, conjugué à l'apport important et singulier de notre parti. Elle exprime le rejet des logiques libérales en France et en Europe ainsi que l'exigence d'une autre construction européenne, de coopération et de paix, d'un changement profond de politique dans notre pays. C'est la naissance d'un espoir pour une alternative au libéralisme. Le Conseil national fait siennes les analyses et les propositions contenues dans le rapport présenté par Marie-George Buffet.

• **Il appelle à ce que chacun, chacune s'investisse dans le chantier de la refondation de l'Europe, pour ouvrir un autre avenir:** nous voulons une Europe des coopérations, du progrès social, des droits humains, de l'égalité homme femme, du développement durable. Une Europe du développement des services publics, avec une Banque centrale européenne sous contrôle démocratique favorisant une politique génératrice d'emplois et de qualifications, dans la perspective d'une sécurité d'emploi et de formation dans une Europe solidaire féministe et pacifiste. Il faut permettre aux peuples européens, aux forces politiques, syndicales, associatives, d'être les acteurs d'une nouvelle construction de l'Europe.

• Dans le contexte nouveau issu du scrutin du 29 mai, le Conseil national propose dès aujourd'hui l'objectif de **forger à gauche une union populaire pour changer la vie.** Nous voulons un rassemblement populaire majoritaire ouvrant une véritable alternative politique antilibérale à gauche. **Un rassemblement capable de s'opposer aux projets de la droite et du Medef** au moment où le nouveau gouvernement refuse d'entendre les exigences exprimées par notre peuple, en choisissant d'utiliser la force avec l'appel aux ordonnances, pour porter une attaque d'une rare violence contre le monde du travail.

• Le Conseil national affirme l'ambition de contribuer au rassemblement le plus large possible à gauche sur un projet audacieux, en rupture avec les logiques libérales. Un projet élaboré dans une démarche populaire et citoyenne. Comme nous avons su le faire dans la campagne référendaire il s'agit de nourrir le rassemblement de notre apport politique. **D'aller vers la co-élaboration populaire d'un véritable programme politique de transformation sociale.** Cela implique de faire vivre les 27 objectifs élaborés il y a quelques mois pour apporter notre contribution immédiate sur les contenus d'une alternative véritablement à gauche qui s'inscrit pour le Parti communiste français dans sa visée de dépassement du capitalisme.

Dans l'immédiat, il s'agit:

- **de faire respecter le choix du peuple français.** Les 16 et 17 juin prochains, se tiendra le Conseil européen. **Le 16 juin des rassemblements et manifestations,** larges et unitaires, vont se tenir dans chaque département et place de la République à Paris. Nous appelons les communistes à tout mettre en œuvre pour assurer leur plus grand succès.

- **de se saisir de la pétition** pour obtenir un million de signatures exigeant le retrait du Traité, l'arrêt immédiat des mesures programmées à l'Agenda de Lisbonne et de faire la proposition aux forces progressistes européennes d'adopter une pétition du même type.

- **de participer** avec l'appel « Européen-e-s en solidarité avec le NON français » et le groupe GUE-NGL au parlement européen et d'autres forces, en France et en Europe, qui souhaitent un travail convergent à une première conférence de travail européenne, ouverte aux mouvements sociaux et forces associatives, syndicales et politiques de tous les pays européens, qui **se tiendra les 24 et 25 juin à Paris.**

- **d'organiser la contre-offensive au gouvernement Villepin-Sarkozy.** Les communistes contribueront au développement du mouvement social en impulsant l'action politique, déterminée autour de grands objectifs, notamment pour: la revalorisation des

salaires, la promotion de nouveaux pouvoirs et nouveaux droits pour les salariés et les demandeurs d'emploi, pour une sécurité de l'emploi et de la formation, les services publics, leur défense, leur extension, leur démocratisation.

- **de mobiliser les salariés pour le retrait du projet gouvernemental** inhumain de contrat de travail avec période d'essai de deux ans. De lutter contre toutes les attaques contre le Code du travail et de contribuer à un grand mouvement pour l'emploi.

- **de soutenir les 24 millions de citoyens qui n'ont pas renvoyé leur formulaire** « médecin traitant » et d'agir avec eux pour obtenir l'abrogation de la loi Douste-Blazy et l'arrêt de la privatisation de la santé.

- **de donner une nouvelle impulsion à notre bataille pour le droit au logement** avec le lancement d'une pétition nationale exigeant l'arrêt de la casse du logement social et la création d'un service public de l'habitat.

- **d'amplifier notre mobilisation pour le droit de vote des résidents étrangers,** la régularisation de tous les Sans-Papiers, la lutte contre toutes les discriminations avec notre campagne « Faisons tomber les murs », le refus d'une politique de quota d'immigrés et le respect du droit d'asile.

- **d'impulser un grand travail sur la démocratie, l'intervention citoyenne et la refonte des institutions.** Le décalage massif entre notre peuple et les institutions est une des leçons du scrutin du 29 mai. La crise de nos institutions pose avec force la question d'une VI^e République, solidaire et participative. Cette situation appelle à prendre des initiatives à partir du travail réalisé sur le projet d'une République démocratique moderne.

- **de poursuivre et d'amplifier notre démarche de rassemblement.** Être au niveau des attentes suppose de poursuivre notamment la démarche entreprise dans les collectifs du NON et dans les réunions communales. C'est cette idée que nous porterons le 25 juin au rassemblement des collectifs du NON. Nous voulons élargir le rassemblement en nous tournant vers ces hommes et ces femmes de gauche qui ont voté OUI, en nous adressant, sans aucune exclusive, à toutes les forces de gauche syndicales et associatives au plan local comme au plan national. Nous proposons à toutes celles et ceux qui le souhaitent de co-organiser des forums pour poser la question d'une autre Europe, de l'alternative politique et de l'élaboration d'un programme anti-libéral pour la gauche avec la perspective d'un rendez-vous national à Paris en novembre prochain.

- **de faire de la Fête de l'Humanité un moment fort du rassemblement.** De travailler au rayonnement du journal et de faire de la fête le rendez-vous festif, populaire et politique, qui remettra au centre du débat à gauche les aspirations exprimées le 29 mai. Il nous faut en faire un grand moment au service de tous ceux et celles qui veulent construire une alternative en France et en Europe pour faire le monde ensemble.

- **de donner à notre parti une grande ambition de reconquête** en préparant les quatre jours de mobilisation pour l'adhésion, du 23 au 26 juin. Quatre jours où militant-es, responsables, élu-es, nous allons nous mobiliser dans des journées d'initiatives publiques dans les quartiers et les entreprises pour renforcer notre parti.

En créant des ateliers de travail au-delà des forums avec celles et ceux qui, sans souhaiter adhérer, veulent travailler de façon durable avec nous sur le communisme et le parti de conception nouvelle que nous voulons.

- **de multiplier les initiatives de souscription publique** afin d'être en capacité de financer nos initiatives.

- **le Conseil national décide** de prendre l'initiative d'ici la fin de l'année d'une **grande rencontre internationale pour ouvrir le chantier du communisme du 21^e siècle et propose à d'autres de l'organiser avec notre parti.**

- le congrès prévu par nos statuts les 23, 24, 25 et 26 mars 2006 constituera une étape vers les échéances de 2007. Seront à l'ordre du jour: nos orientations politiques, notre organisation et la réforme de ses statuts et la désignation de la candidature à l'élection présidentielle. ■